

COMMISSION D'ENQUÊTE PARLEMENTAIRE CHARGÉE DE L'EXAMEN DES
ADAPTATIONS NÉCESSAIRES EN MATIÈRE D'ORGANISATION ET DE
FONCTIONNEMENT DE L'APPAREIL POLICIER ET JUDICIAIRE, EN FONCTION DES
DIFFICULTÉS SURGIES LORS DE L'ENQUÊTE SUR "LES TUEURS DU BRABANT"

Réunion du 25 février 1997

Président: M. Van Parys

Audition

Le témoin: M. GODBILLE

Le **président**: Je vous rappelle qu'en vertu de l'article 4, §1, de la loi du 3 mai 1880 sur les enquêtes parlementaires, telle que modifiée par la loi du 30 juin 1996, la commission d'enquête peut prendre toutes les mesures d'instruction prévues par le Code d'instruction criminelle. Elle peut notamment entendre les témoins sous serment.

Avant de vous inviter à prêter serment, je tiens à attirer son attention sur le le dernier alinéa de l'article 8 de la loi précitée, suivant lequel tout témoin, en faisant une déclaration conforme à la vérité, pourrait s'exposer à des poursuites pénales, peut refuser de témoigner (cf. également l'article 14, 3, g, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques du 19 décembre 1966, ratifié par la loi du 15 mai 1981).

Cela signifie que vous avez le droit de vous taire lorsque vous pensez que votre déclaration publique pourrait être ultérieurement utilisée contre vous dans une procédure pénale.

Je vous rappelle en outre que, suivant l'article 9 de cette même loi, tout coupable de faux témoignage sera puni d'un emprisonnement de deux mois à trois ans et privé de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité pendant cinq ans au moins et dix ans au plus.

Après ces précisions, je vous invite à prêter serment en levant la main et en prononçant la formule suivante: "Je jure de dire toute la vérité et rien que la vérité".

- M. Godbille prête serment.

Le **président**: Monsieur Godbille, situez-vous dans le contexte du dossier qui nous intéresse. Vous êtes donc premier substitut au parquet de Bruxelles, et vous avez une responsabilité à la section financière du parquet. Il serait intéressant pour nous de connaître votre position dans la section financière et en relation avec le dossier qui nous intéresse. Dans notre réunion avant votre témoignage, vous m'avez dit vouloir faire un exposé à ce sujet. Je vous invite à vous exprimer comme vous l'avez annoncé.

M. **Godbille**: Merci, monsieur le président. Je dois vous dire que je suis un peu surpris et glacé d'entendre évoquer le Pacte de New York. Je veux bien prêter serment, je pense que nous avons le devoir de parler. Je suis un peu surpris lorsqu'on évoque exactement le Pacte de New York, ce qui signifie que l'on pourrait être suspect dès à présent.

Le **président**: Non, pas du tout. Je dois dire qu'on le fait toujours depuis l'arrêt "Transnuclear" (P), dans les commissions d'enquête. Cela ne veut pas du tout dire que vous êtes considéré comme suspect. Au contraire, il s'agit seulement d'une mesure de prévention pour éviter les difficultés. Vous êtes ainsi à même de ne pas nuire à vos propres intérêts dans l'enquête. Il ne faut pas interpréter cela comme un élément de suspicion, c'est seulement une formalité, qui peut être importante dans certaines auditions. Je peux comprendre que dans votre cas, ce ne sera pas important. Mais il faut se tenir à la loi et aux conventions internationales. Vous avez certainement l'expérience de cela dans d'autres auditions: nous respectons les témoins en tant que témoins, et votre témoignage sera important pour notre information.

M. **Godbille**: A cet égard, je dois vous remercier et remercier les services de la Chambre de la déférence avec laquelle j'ai été traité. On est très agréablement accueilli dans votre maison, et entouré de signes de gentillesse au cours d'une attente qui dure depuis quatorze heures.

Ceci dit, vous comprendrez qu'il y a effectivement un devoir de parler et un droit au silence. Un excellent article a été publié dans la Libre Belgique par Roger

Lallemand. J'y discerne plusieurs éléments: le droit au silence, que vous avez évoqué, le devoir de discrétion qui font appel à notre conscience professionnelle, et particulièrement dans un contexte de protections et de présomptions d'innocence. Je pense que cela doit être mis en balance, comme y incite justement M. Lallemand, avec un devoir de parler, et un devoir de faire confiance aux institutions.

Je me dois ici-même, de vaincre une peur. Celle qui nous amènerait à l'omerta. Dans son article, M. Lallemand faisait allusion in fine à ces "Sicile dérisoires" qui cachent plus qu'elles ne les découvrent, les chemins d'une véritable mafia du milieu et de l'extrême-droite, celle qui a pu s'infiltrer dans les sous-bassements de l'appareil qui doit les combattre. C'est bien de cela dont il va s'agir aujourd'hui.

Vous comprendrez cependant qu'à certains moments, je me devrai de partager des secrets avec vous. Cette condition de partage requerra le huis-clos. Il s'agit de ne pas interférer sur les enquêtes existantes.

Le **président**: Vous aurez certainement l'occasion de vous exprimer à huis-clos au moment utile. Je propose de commencer.

M. **Godbille**: Je pense qu'il est très mauvais de laisser des zones d'ombre, des zones grises. Il faut parler. Si vous le permettez, pour me donner un peu de courage pour commencer cette audition, je m'en référerai à la pensée de Pierre Mendès-France: "La démocratie, c'est beaucoup plus que la pratique des élections et le gouvernement de la majorité, c'est un type de mœurs, de vertu, de scrupule, de sens civique, de respect de l'adversaire, c'est un code moral. Elle reconnaît à l'opposition comme aux minorités le droit de remettre les options passées en question. C'est un état d'esprit et un mode de vie, fait avant tout d'un intérêt essentiel pour le destin de la communauté à laquelle on appartient. C'est la volonté d'y être intégré à tous les niveaux, ceux de la compréhension, de la décision, et de l'action, du sentiment qu'une vie humaine sera toujours amputée si elle reste bornée à un horizon individuel, de la conviction que ce monde appelle plus de raison et de justice et qu'il faut lutter pour les faire triompher. Tel est l'esprit civique que Montesquieu appelait vertu, ou amour de la res publica, c'est-à-dire de la chose publique".

Chapitre I: INTRODUCTION - PREAMBULE -

1. Je me dois de vous dire que je n'ai pas été saisi du dossier des tueries du Brabant.

Ne vous attendez pas ici à de grandes révélations sur les auteurs des tueries, ce n'est pas mon job. Mon job est d'être à la section financière, en charge de dossiers qui permettent de débusquer des enrichissements criminels. J'en veux pour preuve des dossiers de négriers de la construction, qui m'ont permis de débusquer toute une mouvance d'affaires, qui a permis d'aller au-delà de ce qui apparaissait au premier chef. Donc, il faut aller au-delà des épiphénomènes. J'y reviendrai longuement tout à l'heure.

2. Je ne connais donc de l'enquête relative au Brabant wallon, que ce que les enquêteurs ont bien voulu me dire. Et là, je peux vous assurer qu'il y a eu des contacts multiples et fructueux. Très nombreux particulièrement avec la cellule de Jumet et avec les enquêteurs de Charleroi. Je peux vous témoigner de leur volonté et de la mienne, de collaborer main dans la main. Ils le font de façon un peu... *unilatérale* (?) .. parce que fatalement si je leur donne des informations, eux ne m'en donnent pas pour autant, puisqu'ils se doivent de préserver le secret de l'instruction.

Je remarque cependant leur intérêt à la circulation des informations que je leur livre. ^{3.} Je vois le dossier à travers les prismes de votre commission, et des documents parlementaires qui ont précédé les documents de cette commission, y compris la commission parlementaire Bourgeois. Je m'y référerai longuement tout à l'heure.

Votre commission exprime plusieurs hypothèses concernant l'origine criminelle des tueurs. Il me semble que c'est aussi cela l'un des buts de la commission: c'est non-pas d'identifier les tueurs, mais de connaître la mouvance criminelle, l'origine et les mobiles éventuels de ces criminels.

Vous évoquez plusieurs pistes: extrême-droite, ballets roses, piste politico-financière. J'ai entendu la semaine dernière les auditions rapportées par la radio, la télévision et par la presse écrite. Elles désignaient l'extrême-droite.

Ayant été titulaire de nombreux dossiers - non pas concernant l'extrême-droite en tant que telle, je n'ai pas été saisi de dossiers politiques mais de dossiers financiers - dans lesquels ces acteurs se meuvent. Je suis en mesure de vous décrire un milieu qui me paraît encore plus terrifiant même que l'extrême-droite, et qui regroupe toutes les hypothèses que vous évoquez.

La réalité n'est donc pas aussi simple qu'il n'y paraît. Il n'y a pas une hypothèse qui détruit une autre hypothèse: toutes peuvent se cumuler. Toutes peuvent cumuler dans une mouvance, dans un milieu. Ce n'est pas la même personne qui va pratiquer à la fois les orgies sexuelles et le terrorisme.

Ce que je constate, en filigrane, ou en pointillé, c'est que nous avons affaire à du banditisme organisé, dont l'assassinat, et si nécessaire le terrorisme, est un moyen d'action.

Le 6 novembre 1989, je vous parlais d'un réseau mafieux. Cet après-midi, en entrant dans la salle d'audience, j'étais assailli par les journalistes, RTL en particulier si je ne m'abuse, qui me demandaient si je maintenais mes thèses de milieu mafieux. Je ^{splend}vais pouvoir vous répondre aujourd'hui: oui, je maintiens tous ce que j'ai dit, sous la foi du serment (je le rappelle) en novembre 1989.

Si vous me permettez, j'évoquerai cela tout-à-l'heure, au moment où j'aborderai un examen plus particulier et plus pointu concernant une organisation criminelle que je rapproche d'une structure similaire en France, le service d'action civique, le SAC.

4.

a)

Je lance en même temps l'avertissement: il est clair qu'il est plus facile de discréditer cette hypothèse, qu'il est plus facile de considérer que cela ne tient pas debout, que c'est l'hypothèse d'un farfelu. J'attire quand-même votre attention sur le fait que j'occupe certaines fonctions au parquet de Bruxelles, et je n'ai pas de dossiers des plus farfelus à défendre à l'audience.

J'attire votre attention sur le fait que je proviens d'un milieu qui n'est pas spécialement de gauchiste ou d'anarchiste, et que j'exerce des fonctions par ailleurs d'enseignement supérieur, ce qui m'amène à considérer qu'un chat est un chat, et qu'il ne faut pas mélanger les torchons et les serviettes.

Prenons donc cette hypothèse avec la rigueur nécessaire. Je vais essayer de vous y amener, mais ne... (?) .. cette hypothèse pour considérer que ce n'est pas sérieux. ^{galvaudons pas}

~~Et~~ Cela permet évidemment de ne pas prendre de décision d'ordre politique. ~~parce~~ ²
~~que~~ si je suis ici, essentiellement, et si j'ai accepté de parler, c'est pour vous lancer un message très fort. Je suis mandaté pour vous lancer ce message: nous avons

besoin de moyens matériels, humains, financiers, beaucoup plus considérables que ce que nous avons actuellement si nous voulons vraiment prendre à bras-le-corps cette hypothèse.

(c'est à dire ne pas faire de suppositions l'hypothèse)
 Maintenir en pointillé, c'est courir le risque de maintenir une stratégie de la rumeur. Dans cette stratégie, certains milieux sont particulièrement opérants. Je dirais opérants de manière professionnelle. Donc, nous nous devons de fermer les portes.

b) Autre avertissement: attention aux projections de ^{funigères} ~~cumule~~ (?). Nous avons une série de pistes, qu'on nous balance systématiquement: tentative de coup d'^Etat, des ballets roses qui visent des personnes qui n'ont pas à être visées - je m'en expliquerai tout à l'heure.

La tentative de coup d'état appartient à la pensée de ceux que je combats. Ce sont ceux qui essayent de distraire les enquêteurs et l'opinion publique par de mauvaises hypothèses. Hypothèses difficilement probantes.

Le milieu criminel est complexe. Il opère à longueur de journées une série de crimes, et ces crimes continuent encore aujourd'hui. Je ne vous cache pas que, avant de venir ici, je me suis adressé à ma famille, en lui disant: "est-ce que vous acceptez le risque que je vais prendre, risque qui est partagé?" Je tiens à le dire. Je tiens, à cette même tribune, à saluer le sang-froid et le courage de mon épouse, qui au plus fort des affaires ^{BONGIORNO} ~~Bonjour~~ (?), au moment où réellement je recevais des menaces, a gardé son sang-froid. Il m'a permis de maintenir le bateau droit, de garder le cap. Je pense que c'est par un certain équilibre que l'on peut y voir clair et garder une certaine sérénité.

c) Ceci dit, je lance également un avertissement contre les amalgames, parfois un peu douteux, à l'égard de telle ou telle formation politique. Je suis ici au Parlement, j'ai connu cette enceinte dans d'autres fonctions. Je peux vous dire qu'il ne faut pas jeter l'eau du bain avec le bébé. Tout comme la magistrature et les autres institutions. Il me déplaît d'entendre un langage parfois poujadiste, qui considère que tous ces hommes politiques sont pourris. ce n'est pas vrai.

Ce que je peux dire, et ce que je peux prouver, c'est que des hommes politiques ont été piégés. il y a une grande nuance. Elle est énorme.

Nous avons entendu parler, par exemple, la semaine dernière de l'^{opus} ~~opus~~ ^{jei} ~~jei~~. S'il est

longue enquête le chèque de Dongoberg

7

des zones d'ombre, allons jusqu'au bout de ces hypothèses. Que votre commission entende des gens de l'Opus Dei. Pour ce que j'en connais, et je n'ai pas de honte à le dire, ... (?) .. j'ai été me recueillir et prier là, il n'y a pas à cet égard, que je sache, d'association de malfaiteurs. Mais dans certaines structures qui ont utilisé l'Opus, il y a des personnes malfaisantes. Cela ne se situe pas sur le territoire belge, que je sache, mais sur d'autres territoires. Nous en parlerons et je me référerai à un rapport de l'assemblée nationale française.

Ce n'est pas parce qu'une personne est dans une institution, qu'elle entraîne ipso facto toute l'institution derrière elle. Il en est ainsi de la Sûreté de l'Etat, de la gendarmerie.

Exemple :

Quand M. de Bonvoisin, par l'intermédiaire de son avocat, maître José Saens, est venu m'entretenir, des après-midi ^{en hiver} de long, de la théorie du complot, ourdi par la Sûreté de l'Etat pour nuire à la réputation du secrétaire politique, du trésorier politique, du... (?) ..., je ne cache pas que j'étais très, très impressionné. Mais il ^{CEPIC} faut vraiment tout un temps... ^{pour examiner soigneusement ces allégations} (ce dossier est resté dans mon casier près d'un an, je l'ai laissé reposer, je l'ai revu, j'ai demandé à revoir toutes les pièces du dossier Sûreté de l'Etat, j'ai confronté toutes les hypothèses qui ont évoquées, jusqu'au bout, les unes après les autres. C'est vrai qu'il y avait à chaque fois des demi-vérités, mais elles aboutissaient à des contre-vérités. Il y a un art subtil de désinformation. J'ai pu, à la lumière d'un événement révélateur, revoir l'option que j'avais prise, qui était le non-lieu pour irrecevabilité du dossier. Cette option a été prise sur base d'un fait déclenchant ^{celui}. J'étais impressionné par un memorandum, que m'avais fait parvenir l'avocat général Piret, avocat général à la cour de cassation, qui avait été approché en sa qualité de chef de cabinet honoraire, de Sa Majesté le Roi Baudouin. Il avait eu le courage -cette pièce figure au dossier- d'écrire le contenu de cet entretien et de nous l'envoyer.

Que disant cette pièce révélant cet entretien? Que M. de Bonvoisin avait essayé de l'approcher, et de lui proposer un marché. "Il y a tellement de scandales en Belgique, et la Sûreté de l'Etat va mouiller toutes les institutions. Vous n'imaginez pas ce qu'il y a derrière. Ce que je vous propose, c'est de faire la paix, en ce qui me concerne. Donnez les injonctions nécessaires, vous êtes à la place qu'il faut. Je veux la paix. Je n'ouvrirai pas la boîte de Pandore."

La démarche de M. de Bonvoisin n'est pas la seule qu'il ait faite. Il y en a d'autres.

J'ai commencé à les repérer dans le dossier de la procédure.

Qu'est-ce qu'on propose: ^{de voir} d'avoir la vérité? On lutte contre une loge P2 à la belge?
Ou on propose un marché? Un marché qui permette de rester dans la zone grise, qui permette de maintenir les fumigènes, de ne pas voir la vérité.

M. de Bonvoisin a été ^{écroulé} conduit, très poliment je suppose, par M. Piret, qui ^{m'a} me fait parvenir ce document. Je lui ai demandé l'autorisation de le lire en audience publique lorsque j'ai requis dans cette affaire.

Posons-nous la question de savoir si les accusations qui mouillent les institutions, ^{exag.} la loge puisqu'on parle de loge P2, mais on parle aussi d'accusations fantaisistes à l'égard de toute une série de loges.)

2) Posons la question de savoir si ces accusations qui visent les institutions culturelles, philosophiques, religieuses, qui ne sont pas les ciments-même de notre pays, les partis politiques, ne sont pas à ce point systématiques dans certains dossiers, et
proférées par un même groupe, une même mouvance de criminels qui vise à déstabiliser ceux qui ont en charge les services sécuritaires de l'Etat.

Je remarque une certaine persistance.

Comme par hasard, ^{suivant} les opportunités dans le temps, ~~ces~~ ^{hypothèses} se sont révélées particulièrement concomitantes au développement ^{de} la commission Bourgeois, en 1988-1989 ^{elle était dirigée} par toute une série de personnes. ^{des débats qui se déroulaient devant}
^{Exemple. En ce qui concerne la sûreté de l'Etat.}
.. (?) .. Christian Smets a un comportement répréhensible. Je ne veux pas blanchir M. Smets. Loin de là.

On attaque M. Raes, c'est déjà beaucoup plus symbolique. On attaque M. Gol, ministre de la justice. On fait monter les enchères. On s'est attaqué même à la Générale de Belgique.

Mieux, à travers de prétendus dossiers de ballets roses, on va jusqu'à s'attaquer à des ministres, anciens Premier-ministre, même à la personne de notre Roi. Non, cela ne tient pas. Je m'en expliquerai à propos du dossier Pino~~W~~, où des noms cités en 1979, ne reviennent pas. D'autres noms apparaissent en 1981, au moment où l'on commence à faire des ennuis à cette mouvance criminelle que je vais vous décrire. Comme par hasard: à ce moment-là.

Quel est le mobile de ces attaques et de ces ragots? Vous savez, je prends mon cas

personnel. Si je dois prendre M. de Bonvoisin: je suis d'abord indiscret parce que j'organise des fuites, ensuite traître parce que je reçois des fonds via le KGB et la Sûreté de l'Etat sur des comptes au Luxembourg. Et je devrais être aujourd'hui vraisemblablement corrompu, puisque l'on a payé ~~le...~~ (?) .. Cela a été affiché en première page du journal De Standaard, il y a quinze jours. Je suis payé à concurrence de deux millions pour le couler.

Demain, je serai peut-être pédophile. C'est à l'ordre du jour.

N.B.

Au-delà de ces cas qui ne me font pas plaisir, il faut bien vous rendre compte que je m'attendrais quand-même à ce que certains prennent la défense plus vigoureuse des magistrats. Il y a ici outrage manifeste à magistrat. Je m'attendrais non-pas à prendre ma propre défense, mais à ce que des hommes politiques responsables mettent un halte-là à ce type d'accusations. Je ne peux que constater que je ne suis qu'un serviteur de justice qui travaille bon gré mal gré avec les moyens du bord qu'on veut bien lui donner et avec les attaques auxquelles il faut se soumettre. Parce que nous sommes coincés par un devoir de réserve. Si je sors que ce devoir de réserve aujourd'hui, vous m'en excuserez...

On est pris ^{en plein} dans un devoir de réserve et les attaques deviennent de plus en plus lâches, puisqu'on sait très bien que nous serons ^{préservés} pris par ce devoir de réserve. Je profite donc de l'occasion, monsieur le président, vous m'en excuserez, pour sortir de ce devoir de réserve, puisque j'ai aujourd'hui le droit et le devoir de parler.

e)

Au-delà de mon cas personnel, qui n'aurait pas de signification si je le citais comme tel, c'est toute une problématique de déstabilisation à l'égard des institutions judiciaires, à l'égard des institutions politiques, à l'égard d'une série d'industriels, qui font l'objet de chantage. C'est cela peut-être une forme de coup d'Etat.

Je me pose la question de savoir si les accusations projetées par d'aucun, ne seraient pas le reflet de leurs propres menées factieuses et illicites.

Si je prends cette considération en compte, comme je l'ai lu, le dossier de Bonvoisin au premier degré puis au deuxième degré, avec le dossier Sûreté de l'Etat, je comprends les allusions aux événements de Kolwezi (?), aux trafics menés par certains milieux d'affaire au Zaïre, en Afrique centrale, au Moyen-Orient, les

affaires de corruption en Belgique.

J'attire votre attention sur le fait que c'est en enquêtant sur des milieux prétendument d'extrême-droite que nous en sommes arrivés, le juge d'instruction Van ~~E~~spen (?) et moi-même les premiers, à perquisitionner au PS de Liège, et à y découvrir des éléments de corruption relatifs au bourgmestre de Liège. C'est l'affaire dite "des ~~prod~~ateurs"
horodateurs

Donc, au-delà des clivages politiques, au-delà des clivages philosophiques, il existe réellement un milieu mû par la puissance de l'argent. Au-delà des affaires, il existe un risque certain d'une stratégie de prise de pouvoir par des groupes mafieux, auxquelles des multinationales ont ouvert leur tiroir-caisse.

Je m'en référerai à un entretien que j'ai eu chez le doyen du juge d'instruction de Paris avec M. Van ~~E~~spen. Il nous a dit, à M. Van ~~E~~spen et à moi-même, qu'il y avait des cas dans la vie d'un juge (et il était doyen des juges d'instruction de Paris à quelques mois de la retraite.) Il y a des cas et des circonstances de la vie où il faut prendre des précautions. Dans un dossier que nous aborderons tout-à-l'heure, et que j'ai évoqué avec lui, il me dit: "j'ai pris une photocopie de ce dossier, et j'ai fait cela deux fois dans ma vie, cela ou en mettre dans mon coffre personnel, j'ai fait cela dans le cas du Rainbow Warrior, et dans le cas de votre dossier".

Je lui dis: "Monsieur le doyen, je ne comprends pas".

élixir
Il me dit: "Vous êtes un ~~ign~~er. Je vais vous faire comprendre. Vous avez en face de vous une multinationale, spécialisée dans le secteur de l'eau, qui est la plus grande richesse de la Wallonie, la principale matière première. Vous avez une multinationale qui ouvre aujourd'hui son tiroir-caisse à des groupes plutôt nauséabonds. Nous parlons de l'extrême-droite".

Il m'a dit: "Mais, c'est très simple, à l'heure où un français sur quatre vote 'extrême-droite', je considère que c'est peut-être une répétition de l'histoire. Mais lorsque Hitler est venu demander de l'argent à la société Krúp (?), M. Krúp lui a ouvert son tiroir-caisse. Et quelques mois plus tard, il était au pouvoir".

Cela vous donne peut-être l'enjeu du débat. Je ne pense pas que M. le doyen des

juges d'instruction de Paris soit quelqu'un de particulièrement fabulateur. Si il y a des doutes sur cet entretien, vous pouvez parfaitement interroger M. Van ~~Es~~pen, qui y participait.

4) Vous devez comprendre que lorsqu'on examine les moyens financiers mis en oeuvre dans le cadre de dossiers comme ceux-là, et qu'on examine le profil de chaque acteur, on a besoin d'être méticuleux. Je ne peux que regretter une chose, je le dirai avec force et je le répéterai à tous les instants devant cette commission: nous n'avons pas les moyens aujourd'hui, matériels et humains, de le faire. Donc, nous sommes en danger.

Si je vais plus loin, et je suis le raisonnement du doyen des juges d'instruction de Paris, c'est notre démocratie qui est en danger.

Si nous examinons les choses, nous devons prendre ^{des} égard des procédures exceptionnelles, à des modus operandi exceptionnels, par exemple, ces rumeurs déstabilisantes, qu'il faut interpréter.

A la lumière de la stratégie de la rumeur, véhiculée dans mes dossiers de la section financière, par des personnes qui appartiennent à une même mouvance d'affaire, colorée par l'extrême-droite, dont elle s'est servie -parce que ce sont des gens qui ne servent pas un idéal, ils se servent des idéalistes- il est permis de se poser la question en ce qui concerne les tueurs du Brabant, la question du chantage à l'égard d'une "bonne société" bruxelloise, compromise dans des affaires de drogue, de sexe, d'argent noir, dans le financement et la corruption qui peut en découler, du groupe politique.

Ces personnalités peuvent difficilement porter plainte.

Progressivement, la justice, les institutions, sont paralysées par un groupe de personnes contrôlées par des organisations criminelles internationales, membres de la causa nostra. Et plus particulièrement, cela apparaîtra tout-à-l'heure, je le dis toujours avec des pointillés, sans affirmation péremptoire, plus particulièrement la branche américaine de celle-ci. Ce n'est pas une hypothèse farfelue.

Faut-il à tout le moins avoir le courage de l'affronter jusqu'au bout? C'est évident qu'il est ^{plus facile} difficile de discréditer en mettant de son côté les rieurs. Je relève que le juge d'instruction Schlicker déclara devant la première commission parlementaire

d'enquête, la "commission *Bourgeois*, qu'il lui était apparu après 1986, qu'une organisation bien plus importante se cachait derrière le WNP. Nous évoquerons cette hypothèse tout-à-l'heure de façon très précise. Cette hypothèse ne prêtait pas qu'à sourire puisqu'il appert de l'audition de M. Dussart devant cette même commission *Bourgeois*, qu'au moment où le juge d'instruction Schlicker se penche sur cette piste, il aurait reçu des menaces téléphoniques; l'épouse de ce magistrat a confirmé qu'elle a reçu deux menaces téléphoniques anonymes à l'égard de ses enfants. Nous avons en face de nous, non des zozos folkloriques, mais de véritables prédateurs dans tous les sens du terme. Ce sont des tueurs.

Je pense qu'il faut sérieusement nous pencher sur l'hypothèse d'organisation sécuritaire de l'Etat, l'armée, la PJ, la gendarmerie, la Sûreté de l'Etat, qui ont eu recours, pour des raisons d'efficacité, à l'infiltration d'un milieu. Ce faisant, toujours, je le répéterai encore, toujours par manque de moyens, ils se sont fait posséder par ce milieu.

Un agent de police et un gendarme m'ont confirmé que lorsqu'ils faisaient des filatures dans des bars de luxe, ils n'arrivent pas à suivre le coût. On comprend très bien que au troisième ou au quatrième whisky qu'il leur est réclamé à quinze mille ou à vingt milles francs, la bourse est déjà plate, et qu'on repère assez facilement ceux qui n'ont pas les moyens et qui doivent partir. Ce sont des évidences. Ils n'ont pas les moyens d'infiltrer réellement le milieu, parce qu'on ne leur donne pas les moyens, on bricole, comme partout, en matière judiciaire.

Alors, se faire posséder pas le milieu, c'est facile, se faire ^{planter} ~~planter~~ par le milieu, lorsqu'on y est agent infiltré, c'est une hypothèse qu'il ne faut pas exclure.

1^{er} Exemple : R10 -

En ce qui concerne par exemple les structures comme "Public Information Office", interrogeons-nous. Poussons l'analyse, non pas dans une optique fiscale, puisque c'était l'optique fiscale qui était retenue dans les années quatre-vingts à charge de Benoît de Bonvoisin et consorts. Non pas dans une optique fiscale, mais dans une optique qui est celle que je vous décris. Le juge d'instruction n'était pas saisi de ce type d'approche. D'ailleurs, on n'imaginait pas ce type d'approche à l'époque. C'était impensable.

Mais si nous envisageons les choses aujourd'hui, il n'y a que votre commission qui puisse éventuellement le faire puisque les faits sur le plan judiciaire sont prescrits. Si nous envisageons cette hypothèse, nous devons savoir que cette institution est

financée par une société privée.

L'affaire est actuellement en délibéré devant la cour d'appel. Je n'irai donc pas plus loin que ce que j'ai dit devant l'intéressé puisqu'il est ici. En répétant les griefs que j'ai formulé dans mes réquisitions, je ne pense pas que j'atteins la présomption d'innocence, présomption d'ailleurs fort écornée puisque, que je sache, il a déjà fait de la détention pour cette affaire.

Posons-nous la question de savoir pourquoi cette structure a été dissoute en 1978 à la mort du lieutenant-général Roman (1), et qu'elle a continué à fonctionner. Au départ, nous avons une structure qui opère avec un idéal, qui est celui d'idéalistes voulant lutter contre la subversion dans la jeunesse, les milieux universitaires. C'est une réaction contre les manifestants lycéens qui voulaient lutter contre le plan VDB de service militaire à 18 ans. On avait créé des "speaker bureau" (2), de telle sorte qu'on puisse porter la bonne parole et expliquer le rôle de l'armée. Ce qu'on ne faisait pas dans les écoles.

Pourquoi ~~on~~ ne passe^{t.m} pas devant le Parlement pour doter l'armée de ce type de service? Non. On fait financer cela par une société privée. Puis cette structure va évidemment faire appel à des officiers de réserve. On y retrouvera des éléments sécuritaires de l'Etat: gendarmes, policiers, ... tous ceux qui servent le plus loyalement possible l'Etat et qui veulent travailler à cette cause et faire comprendre à nos concitoyens, et plus particulièrement aux futurs miliciens, qu'ils ont un rôle à jouer dans l'armée d'aujourd'hui. Nous sommes en 1975. Il faut se remettre dans le contexte de l'époque. Le communisme est particulièrement menaçant, nous sommes sous l'effet du coup de Prague. En 1974, l'Afrique portugaise tombe entre les mains ~~des communistes~~ ^{les plus basses}. L'Afrique australe est menacée. Il faut donc que nous réagissions. Nous voyons que sous le biais de la coexistence pacifique se profile, au nom de la liberté de circulation des idées - que l'on constate plus vers l'occident que l'inverse -, ce qu'on appelle la troisième corbeille d'Helsinki, des tentatives de déstabilisation, de désinformation. Il faut donc que nous formions des gens qui vont être des orfèvres dans la lutte contre la déstabilisation et la désinformation. Retenez ce que je viens de vous dire car c'est très important. On forme là des orfèvres en désinformation. On forme des gens qui soient réellement capables de lutter contre la subversion. Ce sont des gens qui connaissent les mécanismes de subversion et de désinformation et, donc, qui seront à même éventuellement de les utiliser.

Lorsqu'il n'y a plus de tutelle de l'armée sur ce service, que devient-il? Il persiste. Et on a fait non plus des conférences, mais une série de missions d'information. En effet, pour informer les jeunes, il faut soi-même s'informer. Donc, on va faire du renseignement. On va faire des voyages à gauche et à droite. On va être en connexion avec une série de milieux, dans d'autres pays, d'extrême droite, plus particulièrement au Liban. Et au moment où l'Etat abandonne sa tutelle, même sur cette officine d'une société privée, on voit tout un milieu d'extrême droite, financé par des Libanais, qui prennent en mains ce service. On voit se radicaliser un discours. Et on voit les pages d'une feuille qui était éditée, qui s'appelle "Infor-Rep", se teinter d'un discours particulièrement musclé, qui ressemble furieusement à celui de "Nouvel Europe Magazine". Fatalement, les rédacteurs se confondent.

Il y a donc pénétration d'un milieu lié à la pègre libanaise. Parallèlement, je me réfère à l'affaire François, qui date de la même époque. L'affaire François révèle que les gendarmes du BND, témoins aigris d'un milieu bruxellois aisé qu'ils haïssaient, témoins du laxisme des autorités à leur égard - j'en veux pour preuve les confidences d'Amoury, Bouhouche et consorts -, ont été entraînés dans des méthodes d'infiltration, de nouveau, comme à la sûreté de l'Etat avec M. Smets. De nouveau, on n'en a pas les moyens. Je pense que, prêts à tout, ils ont été manipulés par un milieu très puissant de trafiquants. Le moyen est simple. Comme toute infiltration qui n'arrive pas à tenir le coup parce qu'on n'a pas les méthodes, les moyens, ni le matériel, on recourt à des techniques de détective privé, voire aux détectives privés eux-mêmes.

3^e exemple.

On a glosé sur les moyens de la police judiciaire. Et c'est vrai que M. Reyniers recourait aux services de Francis Dossogne, l'ex-patron du Front de la Jeunesse, si proche de ^{"P.F.O."} ~~Doyoux~~ (2). C'est vrai qu'on a recouru aux services de toute une série d'officines de détectives privés: Beijer, Bouhouche et d'autres. Alors, le principe étant posé, il est tellement plus facile de dire, lorsque les choses vont mal: "J'agissais pour le compte de la gendarmerie, de la sûreté de l'Etat. On n'est pas très fiers d'admettre que l'on a dû recourir à ce type d'écart. Je préfère prendre la position qui est la mienne aujourd'hui, qui est de dire: "Les choses ne vont pas. Je vous crie que nous sommes en détresse et je vous demande les moyens." Et je le crierai encore haut et fort. Par manque de moyens, on utilise des bouts de ficelle.

Cette constatation étant posée, elle fera l'objet, pour l'étayer, ^{l'ajout} de la suite de mon audition.

5.

Deux hypothèses peuvent être formulées à propos des dossiers des tueries du Brabant, qui ne sont pas exclusives l'une de l'autre. La première est celle d'un chantage des commandités sur les commanditaires. Un groupe de personnes de la mouvance d'extrême droite - et cela ne veut pas dire pour autant que toute l'extrême droite soit mouillée dans cette affaire - ou des personnes qui s'en réclament ^{ont} fait des pressions à l'égard de ceux qui vont s'en mettre plein les poches. Et, par le biais des armes, on laisse des signatures, qui sont très visibles puisqu'on aboutit à Ronquières, dans un canal où on a aligné toute une série d'indices. On n'y va pas discrètement. Non. On est en tenue camouflée et on vient déposer cela au vu et au su de tout le monde. J'ai quelque peu l'impression qu'on veut désigner quelqu'un. La deuxième hypothèse, c'est la récupération par le milieu de ces ^{commanditaires - justice} justiciés, en brouillant les pistes, en se servant d'eux, en les désignant du doigt. Tout cela pour paralyser la justice. Les choses d'ailleurs peuvent se percevoir dans un ordre chronologique. Dans un premier temps, je pense qu'on a dû recourir à ces ^{commanditaires - justice} justiciés ^{civils} et je suis frappé par la façon dont le WNP s'est autosabordé.

Il est curieux d'avoir une organisation d'extrême droite qui vient dire: "Je suis d'extrême droite. J'ai fait des coups. On a fait plein de choses." On s'est même auto-accusés d'un double meurtre ^{notre (de l'ATVU)} sur-offre. Je pense à Barbier. Donc, on s'auto-accuse de choses extrêmement graves. On saborde l'organisation dont on est membre. Tout cela pour accuser qui ou quoi? La sûreté de l'Etat, la justice.

Il faut dire que nous devons aller plus loin. Nous devons entrer plus finement dans l'analyse. Qui est derrière le WNP? Je pose l'hypothèse suivante: c'est ² ~~Buraflex~~ ^{BURAFLEX (?)}, le bureau des affaires extérieures, selon Bernard Mercier. ^{BURAFLEX (1)}

6.

Mais revenons à nos moutons. N'étant pas saisi du dossier relatif aux tueries du Brabant, je constate néanmoins que des noms cités par les enquêteurs comme étant soit suspects, soit victimes, soit acteurs judiciaires interviennent dans une série de procédures très précises ouvertes par le parquet de Bruxelles. Leur analyse permet de mettre en exergue le rôle de certains acteurs connus pour leur connivence avec des milieux criminels et qui se revendiquent eux-mêmes comme appartenant à l'extrême droite. L'analyse de ces dossiers à la lumière des prismes financiers que

(1) Terme désignant le bureau des affaires extérieures du W.N.P., désigné sous cette dénomination par les membres du W.N.P.

L'idée d'une organisation criminelle, cette idée-même dérange. Tout d'abord, elle bouleverse nos habitudes. Nous n'avons pas été habitués, dans notre petite Belgique bien tranquille, à être face à des organisations criminelles qui pourraient déranger la tranquillité du brave citoyen. Donc, cela bouleverse nos habitudes, nos concepts. C'est pour cela que je me référais tout à l'heure à Pierre Mendès France pour dire que la démocratie, c'est aussi une façon de se remettre en question et de remettre ses idées et ses préjugés en question. Cette idée d'une organisation criminelle exige une prise de décision quant à la méthode de travail et quant aux moyens.

J'ai eu des réactions, après ma première comparution devant la commission présidée par M. Bourgeois, du style: "Mais vous n'imaginez quand même pas, dans notre pays... Enfin...". A la limite, on me taxait d'émettre des hypothèses complètement scandaleuses. On me disait aussi: "Et vous imaginez ce qu'on devrait mettre en branle comme batterie pour pouvoir lutter contre ce phénomène?" On préfère ne pas voir. On pratique la politique de l'autruche.

Je disais donc que cela bouleverse nos habitudes et que cela exige une prise de décision quant à une méthode de travail.

Pourquoi n'est-on pas arrivés à cette hypothèse tout de suite? Parce que les enquêtes financières, dans le passé, n'étaient pas aussi poussées que celles d'aujourd'hui. Parce qu'on envoyait à la section financière de la police judiciaire - celle de la gendarmerie n'existant pas encore - ceux qui étaient mis là en pénitence. Ceux qui comptaient dans l'organisation de la justice étaient ceux qui allaient défendre un dossier devant la cour d'Assises. C'étaient donc des phénomènes purement criminels, de criminalité de sang, qui comptaient. La criminalité financière comme telle, quel intérêt? N'allons pas déranger ces braves gens qui, quand même, sont des notables connus.

Et il est vrai qu'à une époque déterminée, tout était auto-contrôlable. Certains scandales pouvaient rapidement s'arranger et les sièges d'un conseil d'administration devenaient brusquement éjectables. C'était la façon de régler des problèmes.

Aujourd'hui, nous sommes confrontés à l'Europe, à des phénomènes d'OPA agressive, à une mobilisation des capitaux extraordinaire, une liberté de mouvement des personnes extraordinaire. Donc, tout ce cadre tout à fait confortable est

bousculé. Les concepts qui en découlent le sont dès lors aussi.

Les enquêtes financières dans le passé n'étaient pas aussi pointues qu'aujourd'hui. On n'avait pas les gendarmes et les membres de la police judiciaire - auxquels je rends particulièrement hommage - ni les membres du comité supérieur de contrôle. Ces trois services ont travaillé main dans la main dans le dossier "de Bonvoisin / sûreté de l'Etat". Je tiens à le saluer et à dire combien ces hommes ont été courageux de s'attaquer à un milieu qui dépasse de loin le cadre de M. de Bonvoisin. M. de Bonvoisin n'est qu'un épiphénomène. Il le sait.

Le président: Pouvez-vous être plus concret?

M. Godbille: Je veux donc dire qu'il faut prendre du recul dans le temps, il faut s'adonner à une certaine archéologie judiciaire pour qu'on puisse décrire la genèse d'un groupe. Si je prends effectivement le temps de vous parler du passé, c'est pour mieux vous faire comprendre ce qui se passe avant d'entrer dans le détail.

Il faut également prendre du recul dans l'espace. Le champ d'action des autorités répressives belges est limité au territoire national. Il est rarement étendu aux faits commis en France, en Allemagne, en Suisse, en Afrique ou au Moyen-Orient. Ces contraintes de temps et d'espace instituées par le Code d'instruction criminelle ne pourront être levées que si une volonté se fait jour d'approfondir les pistes d'un milieu criminel international qui compte sur ces limites de territorialité et de prescription pour assurer l'impunité des faits judiciairement répréhensibles en un lieu et à une époque déterminés.

Seule la volonté des parlements pourra venir à bout d'une telle organisation, car seul le parlement est habilité à donner les moyens nécessaires pour extirper le rôle grandissant des organisations criminelles qui, dans notre pays, sont capables de confisquer la démocratie.

Vous m'excuserez d'être encore théorique, mais je ne voudrais pas que les hypothèses que nous allons évoquer tout à l'heure vous paraissent être le fruit de cogitations irrationnelles. J'insiste donc beaucoup sur la méthodologie.

Je prends l'approche du concept de criminalité organisée pour la plaquer sur ce que je connais du dossier "Tueurs du Brabant". Je m'en réfère à une définition empirique qui a été retenue par le Collège des procureurs généraux et qui est largement inspirée des concepts du BKA: "le crime organisé consiste en la perpétration qualifiée de délits qui, un à un ou dans leur totalité, ont une importance considérable motivée par l'aspiration au profit ou au pouvoir et à laquelle participent plus de deux personnes durant une période assez longue ou indéterminée avec une répartition des tâches impliquant un usage à structure commerciale et/ou un recours à la violence ou à d'autres formes d'intimidation et/ou une influence exercée sur la vie politique, les médias, l'administration publique, la justice ou la vie des entreprises".

Je ne considère pas que cette hypothèse est farfelue.

En 1989, M. Mitterrand, réunissant le G7 à Paris pour célébrer le bicentenaire de la Révolution française et pour sauver la démocratie, lançait un appel à déclarer la guerre au crime organisé. Il s'agit de la déclaration de l'Arche de la Défense de 1989 qui instituait des mécanismes de lutte, tels que le GAFI⁽¹⁾, contre le blanchiment de l'argent. Je salue particulièrement l'oeuvre de la cellule ^{de brabant} ~~traitant~~ ⁽²⁾ des informations financières et le travail de la CEDEFO ⁽³⁾ qui sont des cellules de lutte parfaitement performantes contre la criminalité ⁽⁴⁾.

Le président: Il faut se limiter à la mission de notre commission. Je comprends bien que vous vouliez décrire le contexte mais il convient d'établir les relations concrètes avec le dossier qui nous intéresse.

M. Godbille: J'y arrive, monsieur le président, mais je me permets encore d'insister sur la méthodologie. Autrement, vous pourriez considérer que tout ce qui va suivre est désarticulé.

L'une des hypothèses de la commission Bourgeois, nous y arrivons, est celle de crimes organisés par une main occulte. Je reprends en fait les conclusions, qui figurent d'ailleurs dans les préalables de cette commission.

Dans ce cas, qui fait quoi? On peut suivre les pistes ^{sur} ~~comme le~~ "petit Poucet" mais c'est alors nous perdre dans les méandres du labyrinthe dans lequel on nous attire et c'est l'expérience que j'ai eu du dossier Bongiorno.

Il faut dépasser le stade des épiphénomènes, des faillites que l'on découvre les unes après les autres, des hommes de pailles qui disparaissent en cascade. Il faut aller au-delà des phénomènes de violence et de déstabilisation allant jusqu'à l'assassinat. Alors, comment trouver les commanditaires ? C'est le but de votre commission.

Analysons les événements qui se produisent dans l'optique d'une organisation criminelle et non pas dans l'optique de la recherche d'un assassin.

Le **président**: Donnez-nous votre description concrète des événements.

10) M. Godbille: J'ai constaté que les prédateurs n'ont effectivement pris que de maigres butins et que l'enquête sur les activités des suspects et des victimes peut faire apparaître des affaires juteuses. Il s'agit de soupçons dans le secteurs de trafic d'armes, de trafic nucléaire, de trafic d'or, de stupéfiants, de trafics dans l'immobilier, dans l'Horeca.

20) Deuxièmement, nous constatons l'intervention de toute une série de personnes n'ayant pas nécessairement entre-eux des liens d'affaire. Nous constatons un cloisonnement du milieu.

Par contre, la recherche de toutes activités commerciales pouvant relier les suspects et les victimes, peut être particulièrement intéressante.

Cette recherche doit être méthodique, basée non seulement sur les dossiers fiscaux, mais également sur les enquêtes de patrimoines, y compris de successions. Pour voir clair, il faut aller au-delà de l'hypothèse classique du simple assassinat pour découvrir quelle est l'orientation de ces crimes. Il faut voir comment des enfants ont pu être pris en charge, selon les traditions de la mafia italienne, pratiques courantes que j'ai pu décrire dans un dossier... ^{de réquis} (?) et qui consistent à prendre en charge les études et la protection des enfants contre leur silence. Nous avons affaire à des sociétés commerciales qui vont exercer des activités d'intendance, de fournitures d'armes, de location de boxes, d'appartements, de planques. Nous découvrons des activités de couverture. Rien de tel qu'un café ou qu'une auberge pour se donner rendez-vous.

Cela vaut la peine d'examiner les comptes des stocks et des chiffres d'affaire, d'étudier les fournisseurs et les cautions, d'examiner les frais généraux.

On retrouve alors l'intervention des mêmes intermédiaires, comprenant des avocats.

Rien de tel également qu'un organe de presse, permettant de nombreux voyages et une vie faite de rencontres, qu'un bureau d'études ou qu'une ASBL. Il faut évacuer ces comptes illicites qui, en apparence, n'existent pas.

L'élimination de certaines personnes, chauffeurs et anciens chauffeurs de taxis, bijoutiers, n'indiquerait-elle pas que nous pourrions nous trouver face à une filière de blanchiment de fonds d'origine délictueuse, comme le trafic d'armes ou de stupéfiants ? J'y répondrai de façon très précise dans un instant.

Le **président**: Oui, nous disposons de peu de temps.

M. **Godbille**: J'en ai certainement pour deux heures.

Le **président**: Je comprends bien mais il convient d'être concret.

M. **Godbille**: Je ne veux pas être caricatural, je dois analyser tous les exposés point par point pour éviter que l'on me reproche de ne pas avoir donné le cadre des investigations qui ont été menées.

Le **président**: Je vous demande d'être précis en relation avec la mission de la commission.

M. **Godbille**: J'aborderai le recours à des intimidations de témoins et d'acteurs, le recours à des personnalités disposant d'immunités juridiques, de privilèges, l'utilisation abusive de passeports diplomatiques - fabriqués par qui ?-, les rencontres dans des clubs privés, j'aborderai les problèmes de faux ordres de chevalerie, particulièrement intéressants puisqu'on y découvre quelques personnages connus des autorités judiciaires, notamment un expert du parquet.

Le recours à des manipulations et à la déstabilisation du monde de la nuit permet la rencontre d'un certain nombre de personnes. Nous constatons le rôle de certains gendarmes ou policiers qui se retrouvent curieusement dans une même organisation occulte.

CHAPITRE VII : ANALYSE CRIMINELLE D'UN MILIEU

J'en viens au noeud du problème, cela vous intéressera. Maintenant que j'ai tracé le cadre rationnel, j'entre dans l'analyse, qui comporte deux volets.

Le premier comprend mes inquiétudes quant à certains acteurs de l'enquête judiciaire. (*selon 1.*)

Le deuxième volet porte sur le fonctionnement du milieu sous une vision d'économiste. (*section 2*)

SECTION 1.

Concernant le premier volet, on pourrait dire qu'il n'y a pas ^{de coordination} d'orientation criminelle derrière les affaires du Brabant wallon. Mais je réponds que les liens balistiques qui ont été faits et que les voitures qui ont été utilisées à plusieurs reprises et abandonnées pour laisser une signature témoignent peut-être d'une volonté de désigner une mouvance ou une personne contre son gré. C'est en tout cas le signe de l'existence d'un cerveau. Nous sommes donc en présence d'acteurs différents en possession, successivement peut-être, des mêmes armes.

L'affaire du Brabant-Wallon a trouvé son ampleur et ses liens de connexité par l'adjonction d'une série d'indices balistiques. Or, je m'inquiète des expertises balistiques, et je ne suis pas le premier en dix ans puisque j'ai constaté que des inquiétudes précises avaient été formulées lors de la commission Bourgeois. Je m'inquiète des rôles de M. Dery, de M. Amory, de M. Smets, qui était traducteur.

Je rapproche le rôle de ces acteurs, d'indicateurs du milieu algérien à une structure que j'assimile "extra-territorialement" à une structure semblable à celle du SAC.

Parlons du rôle des experts. M. Dery était membre du SGR (Services Généraux des Renseignements de l'armée). Il devrait donc être de nature curieuse. Il est bizarre que cet homme soit dépourvu de toute curiosité sur la personne qui l'emploie dans une structure comme PIO. Il était en effet membre du PIO, le Public Information Office.

Pour rassurer M. de Bonvoisin qui est présent ici, je voudrais lui dire que ce n'est pas parce que je parle de PIO qu'il doit se sentir nécessairement visé.

Il n'était qu'un officier ^{payeur} de Beyer à travers la société PDG (Production Distribution Générale), rien de plus.

Il ne savait pas nécessairement ce qui se passait dans le PIO et quelles en étaient les activités. Je retiens simplement qu'il a présenté le major Bougerol à un ami, Jean Violet - dont nous étudierons les activités plus tard - , honorable correspondant de la "Piscine" qui a été mis à la porte par M. de Maranches. Je livrerai les auditions de M. de Maranches qui sont assez amusantes à cet égard.

Au-delà du phénomène de financement du PIO par une structure d'une société privée, il y a d'autres éléments qui m'inquiètent. Je parle des liens avec une milice dite "de Jésus-Christ". Je cite M. Dery, interrogé à ce sujet par la commission Gladio: "Il s'agissait de personnes venant de l'armée, de la Sûreté de l'Etat et de la gendarmerie". (*// avec PIO...*)

J'attire votre attention sur ce phénomène. Nous sommes face à des gens provenant de différents services sécuritaires de l'Etat, qui travaillent dans ces structures et se retrouvent dans les "sous-sols" -puisque'il s'agit d'organisations discrètes, pour ne pas dire secrètes- à travailler de façon horizontale, non plus au profit de leur patron - de la PJ, de la gendarmerie ou d'un magistrat- mais de façon transversale. A la limite, on peut provoquer quelques petites guerres de police qui brouillent les pistes et empêchent les enquêtes d'avancer. Il s'agit donc d'un élément tout à fait anormal que je relève car il y a lieu de s'inquiéter de la présence d'un expert en balistique dans ce type de milieu.

M. Dery ^{je} devrait s'inquiéter de voir cet expert entrer dans un service secret. Il devrait également être inquiet à propos d'un autre ordre - soi-disant de chevalerie-, l'Ordre Souverain Militaire du Temple de Jérusalem, dans lequel on retrouve Paul ~~Rams~~ ^{Rams} (E) et d'autres personnes, largement suspectes par mon office d'avoir commis une série d'escroqueries. Un certain nombre d'entre-eux ont d'ailleurs été condamnés à cet égard. Cet ordre a la folie des uniformes, des titres ronflants, ses membres utilisent tous de faux titres de comte ou de baron. Ils se réclament ^{pour certains} ~~tous~~ de l'Institut des relations diplomatiques.

Cela peut paraître folklorique, et je tiens ces éléments à votre disposition si vous désirez en faire des copies, mais le folklore s'arrête lorsque le baron Poswick et le comte de Liedekerke, président de l'Ordre de Malte, nous écrivent pour dire qu'il s'agit de faux ordres de Malte et certifient que le passeport qui a été remis à quelqu'un qui a quitté cet ordre -par exemple M. ^{Ernst} ~~Hans~~ Pollet, le cerveau de l'affaire de Feluy- est un faux.

Pourquoi utilise-t'on un faux passeport diplomatique ? Pour passer les frontières, bien entendu, et ne pas être arrêté, dérangé.

Le 2 juillet 1984, que dit le comte Alain de Liedekerke, président de l'Ordre souverain et militaire de Malte, ayant son siège rue Souveraine, 96 à Bruxelles?

Il fournit une attestation: "le maréchal des Logis chef de la gendarmerie de

Bruxelles m'a présenté un passeport diplomatique livré à Bâle, Suisse, à M. ~~Hans~~^{Frank} Pollet, portant le numéro 002221. Je certifie que ce document n'est pas un passeport délivré par l'Ordre souverain de Malte, dont le siège est à Rome, 68 Giacondotti. Ce passeport provient d'une organisation voulant se faire passer pour l'Ordre de Malte en entretenant toute une série de confusions. Les lettres OSJ n'ont rien à voir avec le véritable Ordre de Malte. Tous les documents diplomatiques sont livrés et émanent tous de Rome".

Autrement dit, tous ces personnages sont non seulement peu corrects, mais ils paraissent particulièrement dangereux et se retrouvent au centre de toute une série de dossiers financiers: Emile Van ~~Wenegen~~^{Haynegen} (?), Paul ~~Rams~~^{Cham} (?), ~~Jovain~~^{Jovan} Dierickx (?), un dénommé ~~Van Dincke~~^{VAN VINKENROYE} Leroy (?), Jacqueline Spikaert (?), veuve d'Isidore Gijssels (?), Jacques Vanderaede (?), le grand Chancelier est un certain Emile Van Bellingen (?), qui est parti au moment de l'affaire Beaudoye^{Beulge} (?) offrir sa Rolls Royce à M. Beaudoye^{Beulge} pour qu'il quitte le territoire du Royaume. Il dirige un établissement qui s'appelle... (?) à Schepdael. On retrouve Alfred Vassenroede^{de} (?) qui a reçu le prix Dak Hammerschelt (?) était consul du Sénégal. On saura que M. Vassenroede^{de} a été assassiné. Tout comme Paul ~~Rams~~ (?). Voyons ce qui se trouve derrière ce milieu qui apparaît dans tant de dossiers, qui comme par hasard a comme correspondant un des co-fondateurs du SAC, Dominique ~~Brochardier~~^{PONCHARDIER} (?). Ce milieu qui apparaît dans l'affaire Ecoovie, dans le cas de Feluy. Les coïncidences sont curieuses. On retrouve un certain Alfred Collins (?) celui-là même qui est co-inculpé avec M. de Bonvoisin dans l'affaire des reliques de Sainte-Bara (?). On retrouve un nommé Pierre Dutry (?) lié à ce M. Ktleer (?). On reverra ce M. Dutry plus tard dans une affaire de dix kilos d'héroïne qui ont été échangés à l'hôtel Hyat (?). Cette héroïne a été saisie et les laboratoires de la PJ ont constaté que ce n'était pas de l'héroïne mais de la farine parfumée. La question qui se pose est de savoir si ces personnes n'agissent pas sous une couverture d'honorabilité, se présentant faussement comme un ordre de Malte alors que certaines procès-verbaux, dans une dossier qui met en cause Emile Verhulst, l'ancien directeur financier du groupe ~~de Lens~~^{DE LENS} (?), un certain Jean-Luc Barthélemy, Pierre Dutry, nous font observer qu'il s'agit d'une branche américaine de la mafia. A l'époque, on n'a pas accordé grande importance à ces affaires, on a considéré que c'était plus folklorique qu'autre chose. Avec le recul, je me pose de sérieuses questions.

Donc, M. Dery mélangé à ce milieu, c'est curieux, parce que ce milieu a ses antennes au niveau du SAC, et on retrouve le SAC dans une série d'autres activités.

Je reviens à la déclaration d'un gendarme qui a été courageux devant la commission Bourgeois, M. François Raes. Il s'était déjà penché dans les années 1971-72 sur les services d'action civique. Il dit: "Cette affaire remonte à 1971-72. M. Raes (François Raes et non pas M. Raes patron de la sûreté de l'Etat) s'en est occupé pendant un an et demi. Il avait constaté qu'une société établie à Bruxelles, Valicia, qui produisait un médicament dénommé Seonase, avait régulièrement des contacts téléphoniques avec un des plus grands fabricants d'héroïne du monde: André Condeminne. Cette société avait soi-disant des filiales en France, en Espagne et en Suisse. L'enquête a révélé qu'en fait ces filiales n'existaient que sur papier. Le laboratoire de Bruxelles mélangeait de l'héroïne à du son. Le produit était ensuite exporté en Suisse et en Suède, et l'héroïne séparée du son. Le produit des ventes était destiné au SAC, dont le chef était un certain Bougriart. Le trésorier, ^{FAUCON} ~~Facenda~~ (dont j'ai retrouvé le nom dans la mouvance de l'affaire Giorgio Gherardi Dandolo), s'est suicidé par la suite. ~~Facenda~~ entretenait des contacts avec le conte de ~~de Gherardi~~ Dandolo. Celui-ci possédait deux grands magasins à Bruxelles. L'affaire du SAC a éclaté à l'occasion de la tuerie d'Auriol. On a obligé M. Raes à abandonner l'enquête sur cette affaire. Comme il refusait, le juge d'instruction De Brabander a demandé au major d'intervenir. Menacé d'être muté à Arlon, le gendarme Raes a arrêté l'enquête. J'ai effectivement pu contrôler cette affirmation.

Je profite de l'occasion pour dire haut et fort qu'il faut débaptiser une affaire dans laquelle était mouillé Richard Van Wijk. L'affaire Van Wijk était davantage l'affaire Gherardi. Le premier jour de mon réquisitoire dans cette affaire, je me suis levé en disant qu'il ne s'agissait pas de faire porter par quelqu'un qui avait été utilisé par ce milieu le nom de la cause, alors que la cause me paraissait être davantage celle de Giorgio Gherardi Dandolo.

On aborde des méthodes mafieuses dans notre pays. C'est ce que j'ai constaté et dit devant la commission Bourgeois (pages 514 et 515 de ma déposition). Je constatais déjà à l'époque qu'on avait infiltré, par des personnages comme ceux-là, à travers des structures comme PIO, le front de la jeunesse et ce folklorique groupe G, à travers les structures de la sûreté de l'Etat, des personnes. Qui est qui? Il est ^{Exemple:}

difficile de dire qui est Latinus en 1980. Latinus apparaît être comme un homme d'extrême-gauche: il infiltre des milieux d'extrême-gauche. Pourquoi dit-on extrême-droite? Vous allez voir telle ou telle personne apparaître à l'extrême-droite et dire qu'elles ne sont pas de l'extrême-gauche. C'est un message que M. de Bonvoisin a bien fait passer à force d'auditions. Nous devons donc aller au-delà des apparences et entrer dans les mécanismes de financement de ces organisations. Ces mécanismes passent par des trafics d'armes et de stupéfiants. Les personnages que l'on va décrire dans PIO sont particulièrement inquiétants parce qu'ils mettent en oeuvre des personnes connues pour être proches du milieu, pour être des antennes des milieux criminels libanais.

Les structures du PIO inquiétaient l'armée, le référant de M. Dery, celui de M. Bougerol qui était le commissaire Fagnard. Dans le cadre de la commission Gladio, on a exhibé une lettre non datée du commissaire Fagnard, trouvée dans le bureau de M. Bougerol et qui était adressée à celui-ci. Cette lettre confirme les critiques des hauts gradés de l'armée. Elle fut rédigée probablement vers 1978-79, elle se voulait une amicale mise en garde de Bougerol: "Il faut pouvoir s'arrêter au bord du chemin pour faire le point, vérifier les amarres. Je crois que le moment est venu. Au risque gratuit de te déplaire, notre amitié m'en fait un devoir." Fagnard passait ensuite en revue les déficiences de l'organisation mise sur pied par Bougerol. "Je ne veux pas détailler les défauts de ta cuirasse puisque tu les connais comme moi, ou mieux que moi, pourtant, au hasard, aussi: a) la discrétion de ton réseau est insuffisante, que ce soit ou non de ta faute, b) le noyautage de ce réseau doit être envisagé, non comme possible, mais comme probable sinon certain. Tu sors de tes plates-bandes, ne te récrie pas. Tu veux des exemples: comment voudrais-tu ou plutôt pourrais-tu justifier ton rôle dans les missions occasionnelles de gens qui se rendent au Zaïre ou ailleurs? Es-tu sûr que tout ce que tu demandes à tes correspondants soit justifié dans le cadre strict de tes activités? Comment te considèrent tes correspondants d'un service officiel (gendarmerie, sûreté, etc.)? Quel rôle croient-ils que tu joues?..." Ceci signifie très bien que l'on considère que l'infiltration de PIO est considérée comme un fait certain à cette époque.

On peut réellement s'inquiéter que M. Dery, comme expert, ne se soit pas méfié de cette structure. Qu'il n'a aucune méfiance non plus à l'égard de la société anonyme Action Press. Cette société édite une revue dénommée AMI, revue destinée aux

(*)
Les commissaires lisent la rectification que M. Sorcelles m'a fait parvenir et que j'ai bien en possession.
M. Smets a travaillé sur cette rectification qui a fait la dénomination "FILE" - avec M. DERY. et M. Christian
Tavernier pour directeur, associé à l'administration à Bob Dehaene. La SA Action Press (actionnaires) est
fondée 7 février 1981

* /
marchands d'armes dans laquelle on vend les mérites de telle arme, pistolet, couteau, etc. Jusque là, aucun problème. Une autre revue "L'événement" est éditée par la même maison, dirigée par un actionnariat. La SA Action Press est dirigée par un certain Christian Tavernier, le mercenaire bien connu qui encadre actuellement l'armée zaïroise et co-dirigée par un certain René Smeets. * Elle a pour actionnaires, et dès lors comme capitaux, M. Boas et M. Vanden Boeynants. M. Chauvaux, qui est son gendre, était commissaire aux comptes. Celui qui passe les actes et qui intervient comme intermédiaire de M. Boas est un avocat bien connu de la place, M. Pullincks, qu'on retrouvera dans d'autres dossiers. Cette mouvance de trafic d'armes est curieuse. Comme je vous l'ai fait constater tout à l'heure, cela traverse toutes les couches politiques.

La "méfiance" à l'égard de ce milieu est au point même que l'on propose M. Smeets, qui est directeur de cette revue, comme traducteur du rapport balistique du BKA. Lorsque ce rapport est arrivé, on a considéré qu'il pouvait contenir des erreurs et qu'il fallait donc le faire retraduire. Comme c'est un domaine très technique, on le fera traduire par M. Smeets qui est un expert technique compétent et puisque la traduction ne convient pas, le rapport du BKA reste dans un tiroir. Ceci peut être confirmé à travers la commission Gladio puisque j'y vois une interpellation de M. Moureaux à l'égard de M. Dery: "Dans l'affaire... l'expertise a suscité certaines interrogations. Si j'ai bonne mémoire, l'expertise effectuée à Wiesbaden a contredit la vôtre, ce qui a entraîné un certain nombre de conséquences. Ma question est précise: l'expert avait déclaré qu'il démontrait que l'expertise allemande était erronée (c'est ce qui a été dit à la presse à l'époque), il y avait semble-t-il des erreurs de traduction". Et M. Dery de répondre: "C'est exact, la traduction a dû être refaite par deux personnes".

Ceci me permet de dire, pour soulager M. Deprêtre, qu'il ne doit pas être le seul à porter le chapeau des négligences, lorsqu'un expert lui-même trompe les autorités judiciaires en n'expliquant pas tout le réseau auquel il est confronté. Fatalement, on peut avoir un certain poids auprès des autorités judiciaires et on en a manifestement un. M. Dery aurait dû être beaucoup plus méfiant et il ne l'a pas été. Au contraire, il a proposé M. Smeets.

Mieux, partageant avec M. Bouhouche sa passion du tir -il est président du cercle

de tir de la force aérienne à Evere- M. Dery ira jusqu'à initier M. Bouhouche, qui était son gendarme chauffeur, à ces techniques d'expertise balistique. Il va lui permettre ainsi d'affiner ses connaissances de ce qu'il ne faut pas faire pour se faire prendre. C'est un peu comme si je vous initiais aux techniques de lutte contre la fraude fiscale en vous expliquant comment on fait un bon carrousel TVA. Bouhouche ira ainsi, à la demande de M. Dery, rapporter deux exemplaires de balles de la FN chez l'expert Tombeur de la FN, pour une mission d'expertise dans le cadre de l'affaire Vernailen, affaire dans laquelle où il est lui-même suspecté. Je pourrais dire que M. Dery est un expert qui devrait curieux et ne l'est pas, pas suffisamment en tout cas. Est-il suspect? Je peux dire en tout cas qu'il me paraît être menteur lorsqu'il dit à la commission Gladio que la première fois qu'il voit Paul ~~C~~amps, c'est quand il réduit à l'état de cadavre. Il participera à la descente et procédera aux constatations d'usage. On lui a demandé s'il connaissait M. ~~C~~amps. Il le connaissait puisqu'il faisait partie avec lui de cet ordre soi-disant de Malte.

Ces éléments m'inquiètent. Ils concernent certains acteurs comme M. Dery, M. Smeets. M. Amory m'inquiète par sa proximité avec certains milieux. M. Amory a quand même travaillé au sein de la cellule Brabant wallon. Il faudrait peut-être se poser la question. Elle a été formulée et je suppose que les enquêteurs du Brabant wallon auront à l'oeil de savoir comment le Rüger de Michel Cocu est arrivé entre les mains de M. Dery. Pourquoi a-t-on évoqué cette hypothèse, ou cette certitude selon M. Dery, qui liait toutes les affaires autour d'un Rüger qui est obtenu par l'intermédiaire d'agents qui, si on analyse leur passé, sont à la fois proches du SAC et des milieux algériens? Quel est l'interlocuteur, quel est le maillon qui va transmettre: c'est Asma~~z~~oui (?), Bouaroudj, ce sont des algériens de la région du Centre qui sont connus, qui ont des liens manifestes avec un des suspects de la filière boraine qui fait partir de ce milieu du SAC et qui s'appelle Vittorio.

Puis, vous constaterez que le même expert, M. Dery, découvrira brusquement, un pistolet "à la bologn~~è~~se" au moment des ~~A~~ssises. Il considèrera dans un premier temps que cette arme est chaude est qu'elle a un rapport avec les tueries du Brabant. Si elle est rapport avec les tueries du Brabant et qu'elle sort du frigo de Mme Bouhouche, comment se fait-il que les Borains soient dans le box des accusés? Que fait-on? Après avoir donné une fausse piste au parquet, à laquelle on va croire de bonne foi, c'est comme si on avait déroulé le tapis. On va l'enlever uniquement

pour l'audience et on aura l'acquittement des Borains.

Ces éléments apparaissent à travers les dossiers financiers sur lesquels je pourrais être plus long. Je décrirai donc succinctement le fonctionnement de ce milieu.

Ayant abordé le problème des acteurs judiciaires, je voudrais aborder le cas d'autres experts à huis-clos parce que ce sont des pistes sur des enquêtes très actuelles.

OBSERVATIONS NA -

~~+++~~

- ② Je commencerai par formuler une observation qui me paraît importante. Dans le cadre des affaires dites de Bonvoisin, j'ai visé, dans un réquisitoire de renvoi devant le tribunal correctionnel, des faits exclusivement d'ordre financier. Je tiens à le dire haut et fort, je n'ai pas visé des faits relatifs à des milices privées, à des financements d'organisations d'extrême droite parce que ce ne sont pas les chefs d'inculpation qui ont été retenus, ni par mon office, ni par le parquet général, ni a fortiori par la Chambre du conseil et la Chambre des mises en accusation.

Les affaires relatives à M. de Bonvoisin sont de nature purement financière. Comme je l'ai dit tout à l'heure, cette structure s'est développée de façon inquiétante comme une sorte de cancer à l'intérieur d'une société commerciale, à l'insu de ses administrateurs, à tout le moins de quelques-uns. C'est ce développement-là qui fait l'objet de la compétence de votre commission. Je tiens donc à distinguer cette procédure qui relève des préoccupations judiciaires qui font l'objet d'une autre procédure, actuellement en phase active de délibérations, de la procédure qui est la nôtre aujourd'hui et qui vise une sorte de démembrement de cette société, Public Information Office. A la lecture du rapport de la commission Gladio, ces éléments apparaissent d'ailleurs clairement. On n'innove donc pas aujourd'hui en parlant de la sorte. On vous place simplement dans une perspective et toutes les informations que je donne sont simplement des mises en perspectives. Perspectives qui me paraissent intéressantes dans la mesure où elles démontrent que l'on a peut-être voulu pénétrer des appareils sécuritaires de l'Etat, qu'il existe une volonté qui dépasse celle de M. de Bonvoisin, que j'ai souvent qualifié à l'audience de "garçon de courses", celui qui va porter les fonds, et rien de plus. C'est celui qui est chargé, à son insu, d'occulter, de distraire des préoccupations majeures qui devraient être les nôtres.

② Si je fais référence au discours de M. de Bonvoisin, c'est parce qu'il m'a interpellé dans la mesure où il nous renvoie, comme un miroir aux alouettes, à l'existence d'une loge P2 à la belge. Cette considération est-elle idiote ? Non, elle ne l'est pas. Est-elle susceptible de vicier sa propre procédure ? Non, parce que c'est tout à fait étranger aux objets mêmes de la procédure. Nous ne sommes donc pas dans le cadre d'un commentaire de l'affaire PDG/CIDEP, mais dans celui d'un éclairage de l'utilisation de certaines structures mises en place par ces sociétés commerciales.

Loge P2 à la belge, est-ce risible ? Non, lorsque l'on sait - c'est un dossier que votre commission pourrait demander - qu'on peut en trouver une genèse dans l'affaire dite des avions renifleurs, où des montants considérables de plusieurs milliards de francs belges ont été distillés pour envoyer des avions en terre africaine, renifler soi-disant des puits de pétrole. Nous étions dans la période se situant après le premier choc pétrolier. On a ainsi apporté une contribution considérable au soutien de mouvements d'obédience anticomuniste qui avaient pour but la lutte contre la subversion.

Au centre de cette affaire, on retrouve quelqu'un qui joue un rôle clé, l'avocat Jean Violet dont j'ai parlé tout à l'heure. Ce monsieur, qui a ses introductions à la mairie de Paris, est un personnage central dans l'organisation de cette affaire dite des avions renifleurs, où on voit tout un monde se rencontrer, à l'échelle internationale.

Je vous parlais tout à l'heure de l'Opus Dei, en vous disant que, à ma connaissance, ce n'était pas une association de malfaiteurs. L'Assemblée nationale française s'est penchée sur ce problème. Elle a interrogé des pères dominicains, notamment le père Jean-René Bouchet (27). Dans son audition à l'Assemblée nationale - c'est un document tout à fait officiel que je pourrais d'ailleurs vous remettre - il explique les liens avec la Banco Ambrosiano, liée à M. ^{PERSENTI} ~~Perenti~~ (?). M. ~~Perenti~~ ^{Perenti} est le financier italien qui va soutenir cette affaire dite des avions renifleurs. On verra alors une série de personnalités belges bénéficier, pendant un certain temps, d'un soutien très actif qui n'est pas sans nous rappeler les structures mises en place par M. Bougerol. Ce n'est d'ailleurs pas pour rien que M. Bougerol a été présenté à ce M. Violet.

Vous avez donc un milieu du renseignement et de la lutte antissubversive qui se situe à une échelle internationale et dépasse de loin le contexte des petites affaires belgo-belges. Dans un rapport de l'Assemblée nationale française, il est question des conférences de Lérins. On interroge un dénommé François Velet (?), un des administrateurs des sociétés intéressées dans cette affaire dite des avions renifleurs. On lui demande si un dénommé père Dubois - ce sont des personnes bien particulières de l'église qui sont visées, mais pas nécessairement des institutions - était mêlé à cette affaire. Il répond: "Oui, c'est un ami. A Lérins, nous suivions trois sessions de conférences par an, qui portaient sur un thème général choisi au début de chaque année. Ce thème est d'abord posé en termes purement religieux, au cours d'une conférence donnée par un dominicain. Il est ensuite examiné d'un point de vue philosophique. Après quoi, on l'examine sous l'angle économique et social. Enfin, un dernier conférencier clôture la session en abordant un autre thème, souvent plus général, choisi par lui. Le but était toujours d'apporter aux participants un éclairage chrétien sur les sujets traités. Jusque là, tout va bien. Ce qui va moins bien, par contre, c'est qu'on sait que cette île de Lérins était également choisie comme le refuge de gens notoirement connus comme appartenant à la loge P2. Vous voyez que des gens sont abusés par des cycles de conférences, par des organisations comme Pax Mundi, par ce que j'appellerais des chapeaux particulièrement honorables. Vous êtes ainsi entraîné dans ce genre de cénacles bon chic bon genre et, progressivement, vous vous apercevez que vous avez côtoyé le "milieu", des gens liés à l'attentat de Bologne qui, je le rappelle, a fait plus de 80 morts et 200 blessés. Cela donne la chair de poule et je pense qu'il y a de quoi.

Si je dis ceci, c'est sans le moindre lien d'imputabilité avec une quelconque affaire judiciaire actuellement en cours en Belgique. D'une part, l'affaire dite des avions renifleurs a abouti à une prescription. D'autre part, je me suis aperçu que cette société belge qui avait joué dans le scénario avait été parfaitement remboursée de toutes les dettes. Je me suis demandé comment elle avait été remboursée. J'ai téléphoné à l'avocat de l'Elf-Aquitaine pour lui dire qu'il semblait que c'était sa société qui avait déboursé plus de 6 milliards dans cette affaire et pour lui demander s'il ne portait pas plainte, s'il n'y aurait pas une ^{prosecution de la cause} ~~poursuite de cause~~ civile. Non, m'a-t-il répondu, les frais ont été pris en charge par une société américaine gérée par quelqu'un de notoirement connu dans les milieux américains puisque c'était le trésorier de la campagne électorale à Paris de Jimmy Carter. On se trouve donc dans

une sphère d'activité qui touche manifestement les services de renseignements, et qui se situait à un niveau planétaire, qui nous échappe totalement.

Cela étant dit, le rôle de ces officines me paraît plus intéressant si on examine, au-delà de ces façades, les moyens d'existence de certaines personnes. On s'aperçoit que l'antenne du SAC, à partir du moment où elle a été illégale en France, est venue s'établir en Belgique et a "trusté" des sociétés spécialisées dans le domaine cosmétique, une firme de cosmétiques du nom de "Produits parachimiques".

Je constate que, autour et alentour de cette affaire, il y a eu quelques morts. Je constate que, autour et alentour de ces affaires, nous évoluons dans un milieu de trafiquants d'armes et de stupéfiants. Je constate que, dans la structure PIO, nous trouvons des personnes parfaitement honorables qui côtoient des personnes beaucoup plus contestables.

③

Si ce n'est pas l'objet des procédures judiciaires en cause, en cours pour l'instant, cela vous donne un éclairage sur une mouvance d'affaires qui pourrait paraître surprenante si nous n'avions pas, à l'esprit, l'existence de certaines personnes qui vont animer PIO et qui sont indirectement liées à PIO par le biais du Front de la Jeunesse. Je pense notamment à M. Dossogne. C'est quelqu'un qui a certainement eu un idéal mais qui a dû, à un certain moment, revenir les pieds sur terre, travailler pour le compte de personnes qui se mouvaient dans cet environnement. Je constate que M. Dossogne est devenu détective privé, après avoir dirigé un journal et avoir profité de la structure de PIO.

Je pense qu'il y aura lieu tout à l'heure de se pencher sur les phénomènes de proximité de ces fils de militaires - je pense à M. Dossogne(?), mais aussi à M. Rossignol - qui étaient fort proches d'un milieu politique déterminé et qui ont été casés à l'OCASC et dont les fistons voisinaient les milieux que je viens de vous décrire. Ce n'est pas sans incidence sur les dossiers qui vous concernent.

Je constate que PIO et le WNP sont des choses tout à fait distinctes. Je n'ai vu aucun lien structurel entre ces deux organisations, comme je n'ai pas vu de lien structurel entre le réseau du Front de la Jeunesse et le WNP.

Alors, pourquoi le WNP a-t-il été créé ? Si j'en crois les acteurs, dont certains viennent du Front de la Jeunesse, c'est essentiellement pour des raisons économiques et financières. En fait le WNP, à mon ^{avis} sens, est devenu une officine de chantage, bien organisée, bien structurée. Il est vraisemblable qu'ils tiennent leur techniques de subversion, de chantage, d'infiltration -parce qu'il faut infiltrer les lieux pour les faire chanter- d'organisations telles que celles que je viens de vous décrire.

Et on entre de plein pied dans la mouvance des affaires financières. Je dirais que, ici même, collectivement, il faut battre sa coulpe en disant qu'on est passé à côté de la montre en or dans pas mal de dossiers financiers, puisque nous avons vu dans ces dossiers uniquement les perspectives fiscales des choses. Tout comme le dossier PDG est un dossier purement fiscal, tous les autres dossiers aussi, qui sont nettement plus importants, nettement plus graves. Alors, beaucoup plus fondamentaux, les dossiers qui touchent, par exemple à la structure financière mise en place par le comte Giorgio Gerardi D'Andolo (2), ces dossiers-là (Si je dis que c'est le dossier ^{Charard} Garati (?), j'insiste encore une fois pour dire que ce n'est pas le dossier ^{Van Wijck} Vanewijk (?), parce que là on se trompe de cible) Si je présente cette perspective en disant qu'elle était fiscale, effectivement elle l'a été à l'époque et avec une relecture aujourd'hui de ces dossiers, je m'aperçois qu'elle aurait pu être autre.

On s'est donc attaqué aux épiphénomènes. On a couru, tout à fait essoufflé, de faillite en faillite, quand les actifs avaient déjà disparus, d'escroquerie en escroquerie, de faux en écriture en faux en écriture, d'intimidation en intimidation - parce que c'est un milieu qui pratique l'intimidation- sans se rendre compte qu'on ne courait que derrière ce qui était apparent ou de ce qu'on voulait rendre apparent.

Il fallait donc aller plus loin. Et c'est à travers une analyse comme l'affaire des négriers de la construction que j'ai compris quels étaient les échelons qu'il fallait franchir pour aller voir qui était derrière, les vrais commanditaires de ces affaires.

Si vous avez une logique de blanchiment, il est normal que vous mettiez une série d'entreprises en faillite les unes après les autres. Si vous avez le nez collé sur les faillites et que vous êtes magistrat chargé d'un dossier de la section financière, vous

allez peut-être au tribunal de commerce pour faillite, c'est tout. On fait une relation: il a déjà été en faillite une fois, ou deux fois. On se dit: celui-là, il faudra le poursuivre parce que ce n'est plus normal, pour peu qu'on ait le temps, c'est toujours le problème, pour peu qu'on ait les moyens, ce qui est aussi un problème. Donc, puisqu'on est pressé, on ne voit que cet aspect-là des choses. On ne va donc poursuivre que, rapidement, pour une histoire frauduleuse, voire une escroquerie en section...???... *de la perspective de la section financière du parquet.*

Mais il faut peut-être se poser la question de savoir quel est l'objet du contrat, pourquoi il y a des successions de faillites. Est-ce qu'il est normal de croire quelqu'un qui tombe en faillite une bonne dizaine de fois dans sa vie ? Quelle est la logique économique qui sous-tend cette personne et pourquoi est-elle toujours en place?

Il y a une stratégie qui peut apparaître aujourd'hui comme évidente: c'est le blanchiment. C'est évident, parce qu'aujourd'hui on en parle, parce qu'on a une conscience plus internationale des choses, parce que depuis 1989 le GABFI (?) s'est mis en route et des ^{meilleurs} (...) de lutte contre le blanchiment d'argent se sont fait jour. Mais à l'époque, qu'est-ce que cela signifiait? On n'a pas le temps pour faire cela, on n'y pensait même pas.

Les remerciements à ma formation personnelle

Je ne serai jamais autant épris de gratitude qu'à l'égard de ceux qui m'ont formé à cette école du parquet. Je pense en particulier à Mme ^{Lockmans} ~~Goemans~~ (?) qui m'a accueilli au parquet alors que moi j'avais une vision économique et fiscale des choses. Je provenais de l'administration fiscale, vous pouvez imaginer ce que cela peut représenter comme déviation d'esprit. Elle m'a formé à la rigueur d'un fait pénal, d'une intention frauduleuse à rechercher. Donc, je la remercie aujourd'hui publiquement de la confiance qu'elle m'a accordée, parce que, après tout, si nous étions mus dans un système de défiance, comme cela pourrait être le cas aujourd'hui, à l'heure où nous parlons, des climats de méfiance et de défiance qu'on a à l'égard des magistrats et particulièrement des magistrats qui pourraient provenir d'un milieu dit politisé, je n'y aurais pas gagné grand-chose, arrivant dans un milieu bien marqué. Le Ministère des Finances m'a évidemment formé, je l'en remercie également.

Il y a deux personnes qui m'ont particulièrement fait confiance lorsque je suis arrivé

à la section financière du parquet, c'est M. ^{Podman} ~~Puhman~~, le procureur du Roi de Bruxelles, qui vous aura dit ici, entre ces murs, devant la commission Bourgeois, qu'il craignait qu'il y ait eu trahison dans l'enquête, et M. Marchal, qui m'ont donné des dossiers relativement chauds. Cela pourrait paraître curieux de donner à quelqu'un qui est marqué autant que moi, un dossier comme de Bonvoisin, comme Gérardy (?) et une série d'autres dossiers. Ils ont misé sur la confiance en disant: Que Justice se fasse. "On aimerait bien que tu examines ces dossiers avec une vision d'économiste."

Donc, j'ai commencé à faire des liens entre les dossiers au point qu'on a bâti un rapport "Amalgames". Certains diront -je traduis- "Amal Games", c'est ce que je visais. Je visais le jeu des milieux libanais dans notre monde économique en Belgique. J'ai vu se débusquer des ricanements et des sourires parce que, bien sûr, le jeu de mots était vite fait, "amalgames". C'était d'ailleurs à dessein pour prendre une sorte de distance, de dérision par rapport à un dossier de procédure comme tel. Il faut quand même ^{une} ~~une~~ ^{hypothèse??} ~~hypothèse~~ ce ne sont que des hypothèses de travail, ne l'oublions pas.

Le jeu de mots est très significatif à l'heure d'aujourd'hui, parce que tous ces liens m'ont amené à découvrir une série de victimes, qu'on retrouve dans le dossier des Tueries du Brabant, qui sont liées à des trafics d'armes, des locations de boxes, à du blanchiment, de trafic d'or, de devises, de métaux précieux, de diamants. On peut retrouver tout un milieu d'intermédiaires. C'est dans ce milieu que l'on aperçoit une série de victimes.

SECTION 2

Dans votre rapport préalable de la commission, je vois en page 31 trois points. Vous dites qu'on n'a pas pris suffisamment en considération, jusqu'à présent, le trafic d'armes, vous parlez de l'importance croissante de l'analyse criminelle et vous parlez de l'importance de l'enquête sur les victimes.

Je me suis efforcé d'aller dans cette direction et je constate qu'il y a une série de fiduciaires, de petites banques, d'activités de courtage, d'activités du secteur HORECA, d'activités immobilières, notamment liées à la location de boxes, qui me ramènent à une série de victimes. Je constate qu'une série de personnes, victimes des tueries, je cite -et la liste n'est pas limitative-: Elise Dewit (?), Fourré (?),

^{Van CAMP} Van Camp (?), Joseph Vanden Eynde (?), Angelo^{Skimouzik} (?), Skimouzik (?), ^{Laurent} Laurent Finé (?), qui agrandit le cercle des tueries, Juan Mendez ^{Maya} (?), les victimes de l'attaque de Dekaise, les victimes des forces de l'ordre qui sont intervenues dans ces différentes attaques, je constate donc qu'il y a une série de victimes, qu'il y a une série d'autres personnes qui ont été assassinées. Je pense à M. Camps (?), à Théo Debouvère (?), à Giovanni ^{Mchioni} (?), à Gilbert Zémou^(?), à ^{Zwartz} Zwa (?), à un certain ^{Streeks} Streeks (?) et la liste n'est pas limitative, elle pourrait être bien plus longue.

Toutes ces personnes sont mortes, elles agissaient dans un milieu économique souterrain qui s'est particulièrement développé ces dernières années.

A cela on peut ajouter des suspects ou des témoins qui ont été assassinés, comme ^{HBB} Haasj Maroun (?). Je peux rajouter des personnes dont la mort violente a été qualifiée de suicide: Latinus, Vandendael (?), Smars (?). Cela fait quand même une sérieuse panoplie de cadavres.

Alors cela fait penser à cette théorie des cadavres exquis. C'est, je pense, une hypothèse qu'il ne faut pas exclure d'un revers de la main.

Ce milieu économique a pour centre de gravité une série de fiduciaires, de personnes exerçant cette fonction, parce que ce n'est pas nécessairement comme fiduciaire qu'on exerce, qui est la rencontre entre l'échange d'importantes sommes d'argent de ceux qui veulent blanchir l'argent sale et noir avec les sommes provenant de l'occultation fiscale des revenus. C'est en fait une rencontre très simple entre le blanchiment de l'argent noir et le noircissement de l'argent blanc. Et il y a des gens qui sont particulièrement outillés pour le faire, d'autant plus que cela se retournera contre eux, je dirais contre les fraudeurs fiscaux, qui seront bien en peine de porter plainte.

Qu'on ne dise pas que cela n'existe pas! Je l'ai vu dans l'affaire ^{Queraldi} Queraldi (?), dans l'affaire Baulois^{fe} (?), je l'ai vu dans plein d'autres affaires financières de la section financière du parquet de Bruxelles.

Venez déposer plainte et nous verrons ce que nous pourrons faire sur le plan fiscal. Il est évident qu'il faut éviter que ces personnes soient mues par une sorte de peur

de se livrer aux autorités judiciaires alors que les enjeux sont nettement plus importants que les aspects purement fiscaux. Nous ne sommes pas des auxiliaires de la taxation. En fait, nous sommes là pour rétablir une paix sociale, des liens économiques et sociaux. Si une poursuite fiscale aveugle devait amener ces gens à persister dans cette loi du silence, à être mus par une sorte d'omerta, nous raterions la vocation qui est la nôtre.

Le **président**: Vous dites qu'il peut exister des liens avec le trafic d'armes ou les milieux de blanchiment d'argent. Vous déclarez qu'il faut changer les mentalités et qu'il faut parler. Il est temps maintenant de dire la vérité et de nous faire savoir concrètement quelles sont ces relations.

Nous connaissons les victimes. Vous dites qu'il peut y avoir un lien...

M. **Godbille**: Je vais vous donner quelques exemples. Mais je dois vous dire que nous sommes ici à la frontière de ce qui peut être dit et je ne pourrais vous parler que de choses notoirement connues.

Le **président**: Il faut être clair. Soit vous pensez pouvoir vous expliquer sur ce point en séance publique, soit vous demandez à vous exprimer à huis clos. Il est important que la commission d'enquête puisse connaître votre opinion sur ces éléments de criminalité. Pour pouvoir donner nos conclusions, il est nécessaire que nous disposions de toutes les informations.

M. **Godbille**: Je m'exprimerai à huis clos. Je vous donnerai les informations que j'ai portées à la connaissance de mes collègues en vous disant que j'accepte qu'ils jouent le rôle de ^{"gloutons"} (?) mais qu'ils ne me renvoient pas la balle en me disant ce qu'ils ont fait de mes hypothèses et de mes informations.

De toute façon, je pense que vous avez déjà eu connaissance de ces informations puisque vous êtes en possession des rapports des parquets généraux et donc des rapports que j'ai adressés au parquet général. Je vous communiquerai ces informations de façon plus technique, tout à l'heure, à huis clos.

Je voudrais vous signaler que M. Finné, - c'est notoirement connu - était directeur

de l'agence bruxelloise de la banque COPIN dont les structures, à la fin de la vie commerciale de cette banque, se confondaient avec celles du Crédit commercial et financier et ce, grâce à l'influence de M. ^{Gherard} ~~Guerardi~~ (?). J'ai constaté que M. Finné avait une activité de rabatteur de fonds -c'est ce que nous avons vu dans le cadre du dossier du Crédit commercial et financier- par l'intermédiaire d'une société holding Credit-Hold (?). Il s'agit d'une société luxembourgeoise, filiale du Crédit commercial et financier, elle-même détentrice d'une série d'autres sociétés commerciales. Je pense, par exemple, à la société North Europe Insurance Compagny, société qui était administrée par Ronald Rossignol. On s'aperçoit que ce monsieur avait fait des prêts très intéressants ^{notamment à M VAN CAMP} ~~M. Dankamps~~ (?) qui tenait l'auberge "Des Trois Canards". On peut se poser la question de savoir pourquoi il a fait ces prêts. C'est un axe d'enquête. On s'aperçoit, en tout cas, qu'il y a des éléments d'ordre répréhensible (?) qui relient ces personnes les unes aux autres. Je donnerai, à huis clos, d'autres éléments qui sont notoirement connus.

Les activités de M. Rossignol ont suscité mon intérêt dans la mesure où elles mettaient en exergue un rôle fondamental qui était celui de l'évacuation de sommes d'argent, de valeurs ou de personnes par des avions taxi qui atterissaient dans des petits aéroports. Cela m'a permis d'établir un lien avec la découverte de certains noms liés à la gestion de certaines sociétés d'aviation. Je pense notamment à M. Buslick (?). J'ai constaté -j'en parlerai tout à l'heure plus amplement- que certains aéroports provinciaux étaient gérés par des personnes qui quand même fort proches du milieu des trafiquants d'armes. Ce n'est peut-être pas un hasard que M. Bouhouche disposait d'un Jeep 404 blanche de marque Mercedes, immatriculée, depuis le 16 novembre 1983, au nom d'une société d'aviation. Ce sont là des éléments qui permettent de comprendre qu'au-delà des coïncidences, il y a des liens d'affaire qui sont plus évidents. Ce n'est peut-être pas une coïncidence que l'on retrouve des armes de ^{L.C.I.F} ~~Lévy~~ (?), Beyer, Bouhouche et cs. et des boxes loués par une société immobilière dont les administrateurs sont, pour certains, en tout cas, des administrateurs du groupe COPIN. Et l'on revient à la case de départ, si je puis dire. On pourrait dire qu'il s'agit de coïncidences troublantes. Je veux bien. Mais je suis sceptique face à de telles coïncidences. Dans le cadre du dossier Buongiorno, un négrier dénommé Nat~~h~~ale Franco (?) a indiqué aux enquêteurs que les bijoutiers de la région du Centre écoulaient les bénéfices illicites de ces trafics en recourant à des transactions d'or et de métaux précieux. Cela peut également mettre en

exergue le rôle du commerce d'ivoire, de métaux précieux, de diamants, le rôle de la place d'Anvers à ce sujet. Et vous pourrez peut-être comprendre pourquoi un Libanais a été assassiné par les Beyer et Bouhouche. Nous arrivons à l'hypothèse, soulevée le plus sérieusement du monde, et qui est de dire qu'il s'agirait d'un financier d'une milice libanaise qui s'appelle Amal et qui devait écouler la drogue de la pleine de la Bekka contre les armes. Où seront vendues les armes? En Belgique.

Ce sont donc des coïncidences qui méritent qu'on ne se contente pas de les constater. Je demande donc qu'elles soient prises au sérieux puisque je vous donne un schéma rationnel d'une situation économique et de liens économiques entre ces personnes. Encore faut-il et je ne cesserai de le dire -et si vous le permettez, je terminerai par là mon intervention en séance publique- qu'il s'agit ici d'avoir non seulement la volonté de vérifier ces hypothèses, de les approfondir car jusqu'à présent je n'ai fait que les esquisser. Je ne prétends pas qu'il s'agit d'une réalité mais je ne peux pas garder sous silence cette éventualité. Je voudrais aussi que l'on me donne les moyens d'aller jusqu'au bout. Or, ce n'est pas le cas aujourd'hui. En effet, la section financière du parquet de Bruxelles ne dispose plus d'aucun enquêteur pour tenter de résoudre les dossiers dont elle est chargée. Aujourd'hui, la gendarmerie nous refuse tout enquête. Elle nous renvoie les apostilles, tous les dossiers. En effet, on s'abrite derrière une note de consensus et derrière le fait que nos meilleurs effectifs sont détaché à Neufchâteau. Je comprends priorité soit donnée à Neufchâteau. Cependant, il y a des limites à ne pas dépasser quand on voit l'enjeu des problèmes que je vous décris. Et la police judiciaire est également submergée par un arriéré tel qu'elle a écrit officiellement au procureur du Roi qu'elle ne pouvait accepter que des magistrats de la section financière la requiert. Elle a, je pense, trois cents dossiers en retard. Les polices communales sont submergées. Comment pourraient-elles faire face à ce type de criminalité. Ne parlons pas de l'OCDFO qui est embryonnaire - j'ai reçu de très bonnes informations (?) - et qui n'a pas de vocation répressive à proprement parler. C'est un instrument jurisprudentiel (?). Nous sommes donc là pieds et poings liés, les mains derrière le dos, devant un milieu qui se gausse des échecs des dossiers anciens et qui construit son succès et sa croissance sur base de ces échecs et de notre impuissance à réagir.

J'attire donc votre attention sur le fait que, devant ces mécanismes de trafics de toutes sortes (trafic d'armes, trafic de stupéfiants) et les hold-up se sont reconvertis largement aujourd'hui dans le secteur du carrousel TVA, dans celui des

OPA agressives, dans celui purement financier où une série de personnes offrent leurs compétences, le chômage étant ce qu'il est, les intellectuels, les universitaires prêtent leur concours lorsqu'ils ne trouvent pas de société où travailler. Nous avons donc actuellement une floraison d'organisations criminelles qui cangrènent le pays et qui partent de ces organisations que je viens de vous décrire. Je vous donne un exemple: on parle du financement du WNP et, dans ce cadre, du bureau BURAFEX (?). Je me suis demandé qui de trouvait derrière ce bureau. (M. Gobille regarde M. de Bonvoisin) Il ne s'agissait pas de M. de Bonvoisin.

Le **président**: Vos informations sont destinées à la commission d'enquête. Aucun dialogue n'est possible avec un tiers. (Applaudissement dans le public)

(S'adressant à la personne qui a applaudit) Monsieur, je vous demande de ne pas vous exprimer car il est interdit au public de le faire. Je demande donc à M. Gobille de donner des informations concrètes à la commission d'enquête.

* * *

Vous dites que vous avez besoin de moyens. J'ai bien compris votre point de vue quant à la relation de la section financière du parquet et des dossiers importants dont nous traitons mais si vous désirez obtenir des moyens, vous devez nous donner des informations précises sur les possibilités que vous offrirait de tels moyens de mieux gérer des dossiers importants. Je comprends bien que certaines informations ne peuvent être données qu'à huis clos parce que cela concerne des personnes et des sociétés. Mais il faut nous donner ces informations. Dans le cas contraire, cela n'aurait pas de sens. Je vous donne l'occasion de vous exprimez durant le temps que vous le désirez mais ce que vous avez à dire doit nous aider dans notre enquête. Nous désirons avoir des informations relatives à votre profession pour nous aider dans notre mission.

M. **Godbille**: J'ai remarqué que le WNP - cela vous concerne, c'est quand même une des pistes sur lesquelles les enquêteurs se sont penchés - était commandité davantage par un certain M. Faez El Ajaz.

M. Faez El Ajaz est un journaliste, comme on l'indique, beaucoup plus simplement un homme d'affaires. Mais quel type d'affaires?

Je me penche sur un dossier qui va nous replonger dans les affaires, sur le dossier

de l'attentat contre le major ~~Ornel~~ *Vernaville*

Qui est suspect? Philippe Lacroix, un dénommé ~~Smarg~~ *Smar* - qu'on retrouvera suicidé - qui est en rapport avec un certain ~~Elio~~ *Colini*, lui-même arrêté à Florence dans le cadre de l'affaire de l'attentat de Bologne; je retrouve M. Bouhouche;

Et on retrouve un véhicule, celui de M. Dehaut..., utilisé par M. Dehaut. C'est à M. Dehaut que Faz El Ajaz va demander de faire disparaître son véhicule déclaré volé. Il y a déjà escroquerie à l'assurance.

On va s'intéresser à M. Dehaut. Qui est-il? Il a plusieurs garages, plusieurs sociétés, des snacks-bars, etc. qui sont tous, les uns après les autres, tombés en faillite.

Qui a financé ce monsieur? C'est la banque ~~Tirant~~ *Thien*, par l'intermédiaire de M. Meulemans, ce qui était normal: son fils Albert Meulemans était cogérant des anciens établissements Jean Jo, établissement ~~obtenu~~ *obtenu* par M. Dehaut. Par la suite, je retrouve ce M. Meulemans suspecté de différents trafics et qui donne les crédits de la banque ~~Tirant~~ *Tirant* à M. Dehaut. Je retrouve également comme financier de M. Dehaut le directeur d'une agence bruxelloise de la Banque de Paris et des Pays-Bas, M. ~~Dehen~~ *BELEN*, qui signe un crédit en 1976. Nous sommes de nouveau fort proches des milieux de l'or et du diamant.

Dehaut a également participé à un montage d'une société appelée Société anonyme Compagnie de Développement Hôtelière, avec un dénommé ~~Marc Toldecks~~ *Marc DAIX*, gérant d'une société Universal Service, dans laquelle nous retrouverons quelqu'un de bien connu qui est Bernard Mercier.

Que vont-ils faire? Qu'avaient-ils l'intention de faire? Ils avaient l'intention de reprendre La Truite d'Argent, avec l'appui de ~~Geraert Dillen~~ *Gherard*, Dehaut et de Pierre Laurent, l'administrateur du Crédit commercial et financier.

Ce que je constate, c'est que ce milieu de ~~Faz~~ *Faz* El Ajaz, et ~~Faz~~ *Faz* El Ajaz lui-même, a participé à la caution du capital d'une sprl Beau Site, qui gère des boxes et un snack, dont M. Dehaut est devenu gérant. On va retrouver l'intervention de cette société au moment des boxes où l'on a retrouvé des armes du groupe ~~DM~~ *DM. Dina*

On peut donc se poser une série de questions sur les différentes marchandises exportées par le biais de cette société, sur les prêts de M. Faz El Ajaz à Dehaut. On peut se poser des questions sur le rôle du WNP qui devient une officine de chantage.

Et ce n'est pas moi qui le dis, mais les membres mêmes du WNP disent que M. Latinus disposait d'une série de dossiers. Or, de quels dossiers s'agissait-il?

Je me réfère à l'audition de M. De Slaeger à la commission ^{Bourgeois} Langlois. "Le 7 février 1986, déclare M. De Slaeger, ^(Libert?) ~~Lomba~~ confirme l'existence de dossiers; il disposait d'environ 400 dossiers délicats ou compromettants... des milieux politiques et judiciaires. Il en cite trois: ^{Ouwendijk} ~~Hogendijk~~, Distrigaz et Pinon.

Venons-en à l'affaire Pinon. Essayons de comprendre ce qui se cache derrière. Il y a plusieurs dossiers Pinon.

Un premier dossier, ouvert en 1979: nous sommes dans un milieu de médecins. Ce dossier vise un milieu de partouzeurs médecins, adultes, du milieu médical de Waterloo. En 1981 - ce n'est pas innocent: c'est au moment où se déclenche une série de salves accusatrices de tout un milieu -, le docteur Pinon porte plainte.

Le président: Nous connaissons le dossier Pinon.

On l'a étudié; nous avons l'analyse des experts. Ce qui m'intéresse, c'est la relation avec les dossiers financiers et fiscaux dans ce dossier Pinon.

M. Godbille: Je vous signale que le dossier Pinon a été joint au dossier Sûreté de l'Etat. C'est là la relation des dossiers financiers: s'il a été joint au dossier Sûreté de l'Etat, c'est parce que le dossier Pinon, en 1981, mettait en accusation une série de personnes, en mouillant, en principe, la Sûreté de l'Etat.

C'est donc un exemple de déstabilisation d'une enquête judiciaire que j'exhibe, puisqu'à travers un dossier comme le dossier Sûreté de l'Etat, on essaie de contrecarrer une procédure judiciaire, fiscale.

Je voudrais vous faire comprendre que nous travaillons dans un milieu qui agit au second, voire au troisième degré, comme dans un jeu d'échecs et qui peut mettre en échec l'autorité judiciaire parce que l'on va imputer à un dossier un vice de procédure qui permettra de considérer l'irrecevabilité des pièces de la procédure, donc d'annuler toute la procédure.

Je me permettrai quand même d'évoquer l'utilisation...

Le président: Puis-je vous interrompre? Avez-vous connaissance d'un dossier numéroté 41/79, dossier du juge d'instruction Masson, à Bruxelles?

Ce dossier a un volet corruption, un volet mœurs; la brigade de la PJ du parquet de Bruxelles a aussi un volet banqueroute frauduleuse.

M. Godbille: Non. J'en découvre l'existence.

Le **président**: C'est là un exemple de dossier où il y a une relation entre l'aspect financier, l'aspect mœurs et l'aspect corruption.

M. **Godbille**: Je parlerai d'autres dossiers.

Le **président**: Je vais vous communiquer les données précises de ce dossier pour pouvoir vous informer à son sujet.

M. **Godbille**: Je parlerai d'autres dossiers, mais, pour l'instant, revenons au dossier.

Je voudrais vous montrer qu'à travers un dossier financier, on déstabilise un groupe de personnes, un groupe d'enquêteurs, en soulevant des exceptions d'irrecevabilité.

Pendant tout un temps, on a essayé de voir un lien entre le dossier Sûreté de l'Etat et toute une série de dossiers financiers. Il n'y a pas eu que l'affaire Bonvoisin, l'affaire Gerardi; il y a eu d'autres affaires où, chaque fois, on est revenu avec ces exceptions d'irrecevabilité.

Mais, qui nous dit qu'il n'y a pas eu, derrière l'enquête, des ententes illicites entre fonctionnaires du fisc, de la Sûreté de l'Etat et de la PJ? Cette infiltration horizontale que je vous décrivais tout à l'heure se retourne maintenant contre les acteurs judiciaires.

C'est bien pour cela que je vous en ai parlé tout à l'heure: pour vous montrer à quel point on peut paralyser l'action judiciaires en soulevant des exceptions d'irrecevabilité qui, de prime abord, ne paraissent pas avoir un rapport direct avec...

Le **président**: Je veux bien comprendre, mais pour que la commission puisse établir des conclusions, il lui faut des indices concrets. Peut-être, est-ce alors mieux de se réunir à huis clos pour que vous puissiez nous fournir des éléments concrets. Votre théorie est vraiment intéressante, mais elle ne peut être utile qu'avec des indices concrets pour bien comprendre et, s'il est nécessaire, de conclure à devoir donner des moyens sur ce point. Je comprends votre théorie, mais essayons d'être concrets dans la mission qui nous intéresse.

M. **Olivier Deleuze**: Monsieur le président, pour une raison que j'ignore, soit d'ordre

(1) *pièce c'est égal de lire la note d'analyse que j'ai remise sur les éléments d'irrecevabilité soulevés par la défense de M. de Brouillon - dossier Sûreté de l'Etat.*
soit parce qu'elle n'est pas une véritable preuve d'un complot d'irrecevabilité mais qu'elle tend à le faire croire.

déontologique générale, soit liée à la présence d'une personne dans la salle, j'ai l'impression que M. Godbille en sait plus que ce qu'il n'en dit, ou que ce qu'il peut en dire dans cette séance.

J'ai l'impression que cette séance peut durer très longtemps sans qu'elle ne soit extrêmement dense. Je me demande même, bien que ce ne soit pas très populaire, s'il ne serait pas utile pour nous de passer immédiatement à un huis clos et qu'on puisse poser des questions précises.

Je crois que nous ne tournions comme des mouches autour d'une ampoule.

Le président: Je crains que vous n'ayez raison.

Je prie le public et la presse de nous excuser, mais nous devons nous réunir à huis clos, pour essayer de mieux comprendre et pour obtenir des éléments sur les relations qui peuvent exister entre les affaires financières, fiscales, économiques et les affaires qui nous intéressent.

M. Godbille: Je voudrais préciser une chose qui me paraît importante: il est clair que je ne divulguerai pas des secrets d'instruction; c'est une première contrainte à laquelle je m'astreins. La deuxième contrainte, c'est de ne pas parler du dossier sous les aspects financiers PDG Cidep (?) qui n'a d'ailleurs rien à voir avec l'ensemble de la problématique que je viens de vous expliquer hormis l'aspect ^{financier} ~~Prior~~, qui n'avait rien à voir avec l'imputabilité relative à M. de Bonvoisin.

Je crois qu'il faut être clair: que toute personne ici qui pourrait croire qu'il pourrait se dire ici des choses derrière son dos, ...

Le président: Ce qui doit vous intéresser, c'est l'information pour la commission et pour aucune autre personne. C'est pourquoi je demande du respect pour le fait que l'on va se réunir à huis clos.

- La réunion se poursuit à huis clos.